

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** A. PÉRIER  
 Rédacteur en chef. Administrateur.

**SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :**  
**Gaston CALMETTE**

**TÉLÉPHONE :** 102.48 Rédaction  
 102.47 Administration

**ANNONCES ET RÉCLAMES**  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESANT**  
 Fondateur

**RÉDACTION**  
**ADMINISTRATION — PUBLICITÉ**  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS

**ABONNEMENT**

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise...	15	30	60
Départements...	18	37	75
Union Postale...	21	50	85

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

## DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

### COUR DE CASSATION

(SUITE)

## Déposition du capitaine Guignet

SÉANCE DU 30 DÉCEMBRE 1898

**Le président.** — Vous avez été désigné à la Cour par plusieurs témoins, notamment par M. le général Roget, comme pouvant lui donner des renseignements intéressants tant sur l'affaire Dreyfus que sur le dossier secret existant au ministère et relatif à cette affaire.

Voudriez-vous dire ce que vous savez sur ces deux points ?

**Le capitaine Guignet.** — J'étais au 4<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée (service militaire des chemins de fer) lorsque, au mois de mai 1898, le général Goussier me fit détacher près de lui pour classer et mettre en ordre différentes pièces ayant trait aux affaires Dreyfus-Esterhazy-Picquart.

Jusqu'à ce moment je ne connaissais rien de l'affaire Dreyfus. Je n'avais jamais eu aucune relation avec le service des renseignements et je connaissais tout au plus de vue les officiers appartenant à ce service.

Le général Goussier m'employa d'abord à reproduire la minute d'un rapport au dossier Dreyfus.

Ce dossier venait d'être classé à nouveau par ordre du ministre de la guerre, le général Billot, et par les soins du général Goussier et de M. Watline, substitut du procureur de la République, faisant en ce moment un stage d'officier de réserve au cabinet du ministre.

Mon rôle se borna à recopier au net le rapport classé par M. Watline. Le général Goussier me fit également mettre au net la minute d'un rapport dû à la collaboration du général Goussier et de M. Watline.

Je terminais ce travail et je n'avais vu aucune pièce du dossier lorsque M. Cavaignac remplaça le général Billot au ministère de la guerre.

Le fait que j'avais été employé par le général Goussier, à l'occasion de l'affaire Dreyfus, me fit entrer au cabinet du ministre.

M. Cavaignac me chargea immédiatement de revoir toutes les pièces du dossier qu'il me fit remettre, à cet effet, par le général Goussier.

Il me prescrivit de lui présenter dans un rapport, et distinctement pour chacune des pièces, tous les arguments qui me paraissaient militer en faveur de l'authenticité des documents.

Je commençai mon travail en examinant les pièces dans l'ordre chronologique de leur arrivée au ministère de la guerre.

Je pris ainsi une pièce qui était arrivée dans le courant d'octobre 1898 en menus fragments, et qui avait été reconstituée par les soins du service des renseignements. Dans cette pièce Dreyfus était nommé en toutes lettres.

Il était dix heures du soir lorsque je fus amené à m'occuper de cette pièce.

C'était un document que je connaissais déjà par des copies qui en avaient été faites et par la description qu'en avait donnée M. Watline dans son rapport. Elle était écrite au crayon bleu, sur papier quadrillé, et était adressée par un agent étranger à un de ses camarades.

En plaçant cette pièce sous la lumière de la lampe, je fus immédiatement frappé d'une particularité bizarre qu'elle présentait : les fragments de l'en-tête portaient les mots : « Mon cher ami », et les fragments du bas portant comme signature un nom de convention étaient sur papier quadrillé en gris bleuté, alors que tous les autres fragments formant le corps de la pièce étaient quadrillés en rouge lie de vin.

Il me parut manifeste que ces fragments de l'en-tête et de la signature ne devaient pas appartenir à la pièce avant qu'elle eût été déchirée.

Je me rapportai immédiatement à une autre pièce arrivée au service des renseignements en 1894, c'est-à-dire deux ans avant la première. Cette pièce de 1894 était également écrite au crayon bleu sur papier quadrillé et celui de la pièce de 1898 ; elle émanait du même agent étranger que cette dernière. La pièce de 1894 pouvait servir de terme de comparaison pour authentifier la pièce de 1898.

Or, en examinant cette pièce arrivée en 1894, je constatai précisément des anomalies du même ordre que celles déjà relevées sur la pièce de 1898 ; les fragments de l'en-tête et de la signature étaient quadrillés rouge lie de vin, alors que ceux du corps de la pièce étaient quadrillés gris bleuté.

Il me parut évident qu'il y avait, entre les pièces de 1894 et 1898, échange de fragments de l'en-tête et de la signature ; pour cela il fallait donc que les pièces eussent été reconstituées en même temps.

J'arrivais à une conclusion en contradiction formelle avec les affirmations du chef du service des renseignements, disant que l'une des pièces était arrivée et avait été reconstituée deux ans avant la seconde.

Je conclus que les deux pièces étaient fausses.

Le lendemain matin, je fis part de mes

constatations à mon chef-directeur, le général Roget.

Celui-ci ne se rendit pas compte immédiatement des différences de coloration que je lui signalais dans le quadrillage. Il voulut se mettre dans les mêmes conditions de lumière où je m'étais trouvé la veille.

On fit la nuit dans son bureau ; on apporta des lampes, et dès que le général Roget eut, de nouveau, jeté les yeux sur les pièces, il se rendit compte de l'exactitude des constatations que j'avais faites. Nous montâmes tous deux chez le ministre, M. Cavaignac, à qui le général Roget fit part de mes constatations.

M. Cavaignac éprouva d'abord les mêmes difficultés que le général Roget à se rendre compte de l'exactitude des faits qui lui étaient signalés ; leur évidence ne se manifesta pour lui que lorsqu'il eut examiné les pièces à la lumière des lampes.

Cette difficulté à reconnaître les particularités de teinte du quadrillage à la lumière du jour me parut expliquer pourquoi on fut si longtemps à reconnaître la matérialité du faux.

Cette matérialité ne m'eût peut-être pas sauté aux yeux si je n'avais été amené, par hasard, à examiner les pièces pour la première fois à la lumière des lampes.

Tout ceci se passait le 14 août.

M. Cavaignac, bien que convaincu de l'existence du faux, ne voulut pas mettre le lieutenant-colonel Henry en demeure de s'expliquer immédiatement ; il voulut auparavant que je procédasse à un examen plus minutieux des pièces, de manière à relever toutes les anomalies qu'elles pourraient encore présenter, et afin de mettre par la multiplicité des preuves matérielles l'auteur du faux dans l'impossibilité de nier.

Je relevai ainsi, au cours des jours suivants, certaines particularités qui venaient confirmer le faux.

Toutes ces constatations exigèrent un certain temps ; dans l'intervalle, M. Cavaignac avait dû quitter Paris pour se rendre aux séances du Conseil général du Mans.

A son retour, je lui remis mon rapport et le ministre décida de demander des explications au lieutenant-colonel Henry.

La Cour sait que cet officier supérieur a avoué, pendant son interrogatoire, avoir fabriqué la pièce de 1898.

Je me suis demandé, par la suite, quel mobile avait pu guider Henry dans la confection de son faux.

Plusieurs hypothèses ont été émises à ce sujet.

On a dit qu'Henry avait fait un faux en 1896 pour forcer la main au ministre d'alors, le général Billot ; la raison ne me paraît pas, quant à moi, sérieuse, car si Henry avait éprouvé le besoin, en 1896, de confectionner un faux pour faire marcher le général Billot, comment expliquer qu'il n'ait rien fait et qu'il ne se soit livré à aucune manœuvre en novembre et décembre 1897, alors que la campagne de révision était autrement active qu'en 1896, et que l'état-major reprochait violemment au général Billot de ne pas défendre assez énergiquement l'œuvre de 1894 ?

Je ne pense donc pas que le faux d'Henry eût ou pour but de faire marcher le général Billot.

Il y a quelqu'un cependant qu'Henry a voulu faire marcher ou plutôt qu'il a voulu mettre en garde contre certaines insinuations ; c'est le général Goussier.

Le général Goussier, homme profondément honnête et loyal, est un caractère hésitant ; il était soumis aux obligations du lieutenant-colonel Picquart, lequel prétendait que Dreyfus était innocent et qu'Esterhazy était seul coupable du crime pour lequel Dreyfus avait été condamné.

Henry était au courant des manœuvres de Picquart.

Pour mettre en garde le général Goussier, il avait eu recours au général de Boisdreffe, mais le général de Boisdreffe avait répondu assez brutalement à Henry qu'il se désintéressait de la question.

Alors, Henry, abandonné par le général de Boisdreffe, convaincu que le général Goussier était dominé par Picquart, fabriqua son faux.

Ce qui me paraît venir à l'appui de l'opinion que j'exprime, c'est qu'Henry insistait vivement près du général Goussier (et ce dernier pourrait le certifier, s'il ne l'a déjà fait) pour que la pièce restât entre le général et lui et que le général ne la montrât à personne.

C'est ainsi que Picquart, qui était encore chef des renseignements, n'eût pas pu, à l'occasion de la première, que j'ai dit être la pièce de 1894, avoir tout un soldat discipliné, ne crut pas devoir conserver par devers lui la pièce remise par Henry, sans la montrer au moins au général de Boisdreffe ; et ce dernier, sans prendre l'avis du général Goussier ni d'Henry, la montra au général Billot.

A partir de ce moment le sort de la pièce échappa à Henry, et si elle a été rendue publique ce n'est pas de sa faute.

Je me suis demandé aussi si Henry, ainsi qu'il l'a déclaré dans son interrogatoire devant M. Cavaignac, a agi seul et s'il n'a pas eu de complices.

M. Cavaignac, qui m'a souvent parlé des divers incidents de cet interrogatoire, m'a dit à ce sujet : Quand j'ai posé à Henry la question : « Avez-vous agi seul ? » j'ai saisi une hésitation dans son regard. Il m'a répondu d'abord en hésitant et en assurant peu à peu sa voix : « Oui, j'étais seul. »

Eh bien, je suis convaincu qu'Henry n'a pas dit la vérité, je crois qu'il est facile d'établir que non seulement Henry n'a pas été seul, mais qu'il n'a été lui-même que le complice de l'auteur principal, et que l'auteur principal du faux Henry est le lieutenant-colonel du Paty de Clam.

Jusqu'au moment où il a fabriqué son faux, Henry n'a jamais commis un acte délictueux, ni malhonnête.

C'était un soldat honnête, d'aspect rude et grossier, n'ayant d'ailleurs qu'une instruction primaire.

Il était, je crois, moralement et intellectuellement incapable de concevoir le faux et de l'écrire dans la forme où il a été écrit.

Au contraire d'Henry, du Paty de Clam n'a pas la conscience nette.

Bien avant les affaires Dreyfus, il s'est livré, à l'occasion d'affaires privées, à des manœuvres louches et tortueuses qui le montrent sous le jour le plus fâcheux.

Le récit de ces manœuvres fait l'objet d'un dossier existant actuellement à la préfecture de police.

En ce qui concerne spécialement l'affaire Dreyfus depuis son origine, du Paty de Clam s'est livré, à son occasion, à des agissements répréhensibles ; c'est lui qui, à l'insu de ses chefs, a fait connaître à la presse l'arrestation de Dreyfus, tenue cachée par le gouvernement pendant quinze jours.

Il a voulu ainsi forcer la main au gouvernement et avoir le procès.

Il suffit de lire, pour être convaincu de l'exactitude de ce que j'avance, le numéro de l'*Eclair* du 10 septembre 1896 intitulé, « Le traître », et dans lequel on explique la genèse du procès Dreyfus.

La personnalité de du Paty, dans cet article, est complètement mise à jour.

Dans un autre article de l'*Eclair* qui fait suite au précédent, intitulé également « Le traître » et paru dans le numéro du 15 septembre 1896, du Paty cite une pièce du dossier secret ; il dénature d'ailleurs cette pièce et déclare qu'elle porte, au lieu de « ce canaille de D... », « cet animal de Dreyfus ».

Il ajoute que la pièce était chiffrée, ce qui est inexact, mais ce qui est probablement une allusion à une autre pièce du dossier qui fut déchiffrée.

Enfin, il insiste longuement sur ce fait que la pièce dont il est question dans l'article de l'*Eclair* porte le nom de Dreyfus en toutes lettres ; l'auteur fait ressortir l'importance de cette circonstance et fait remarquer qu'elle augmente considérablement la gravité des charges relevées contre Dreyfus.

Or, la pièce ne porte pas le nom de Dreyfus en toutes lettres ; elle ne porte que : « Canaille de D... ».

L'insistance de l'auteur de l'article à déclarer que le nom de Dreyfus existe en toutes lettres — et cela moins de six semaines avant la production du faux Henry, constitue au moins une étrange coïncidence.

Quant à l'auteur de l'article du 15 septembre 1896, il est facile d'établir sa personnalité, puisque cet article du 15 n'est que la suite de l'article du 10, et que, dans ce dernier article, la personnalité de du Paty est absolument mise en lumière.

Il y a autre chose encore :

Presque en même temps que la production du faux Henry est arrivée au ministère de la guerre une lettre à l'adresse de Dreyfus ; cette lettre était écrite en caractères bizarrement contournés, et était signée d'un sieur Weyler qui annonçait à Dreyfus le mariage de sa fille ; dans les interlignes on avait écrit à l'encre sympathique, mais en caractères néanmoins assez apparents pour attirer l'attention, cette phrase accusatrice :

« Impossible comprendre dernière communication. Nécessaire revenir à l'ancien système. Faites connaître le mot des armées et où se trouvaient les documents enlevés. Aidez-moi à agir aussitôt. »

Il me paraît certain que cette lettre signée Weyler a été faite pour augmenter les charges contre Dreyfus. Elle procède du même état d'esprit qui a poussé à confectionner le faux d'Henry.

J'ai dit que cette lettre était écrite en caractères bizarrement contournés ; or, cette même écriture extraordinaire, et qu'il ne semble pas possible d'attribuer à deux personnes distinctes, se retrouve absolument identique dans un certain nombre de lettres émanant de la femme voilée de l'affaire Esterhazy.

On est donc en droit d'admettre que la femme voilée et l'auteur de la lettre Weyler sont une seule et même personne.

Comme la femme voilée n'est autre que du Paty, c'est donc lui qui, en septembre 1896, écrivait aussi la lettre signée Weyler et destinée à augmenter les charges contre Dreyfus.

Je crois avoir suffisamment indiqué que du Paty s'est livré à une série de manœuvres tortueuses et répréhensibles, contemporaines de la production du faux Henry.

Si maintenant on se rappelle ce que j'ai déjà dit qu'Henry était incapable, intellectuellement, de combiner son faux ; qu'antérieurement à ce faux on ne trouve rien de répréhensible dans sa conduite publique ou privée ; si on ajoute maintenant que du Paty s'était fait un ami intime d'Henry — chose vraiment extraordinaire, hautain, égoïste, de sa noblesse, se faisant l'ami intime et recevant plusieurs fois par semaine à sa table le lieutenant-colonel Henry — soldat modeste, d'apparences communes, peu éduqué — l'ensemble de ces circonstances permet de supposer que du Paty n'est pas étranger au faux Henry ; et ainsi que je l'ai dit aux différents ministres de la guerre qui se sont succédés depuis M. Cavaignac, je suis convaincu qu'une enquête établirait facilement que du Paty est l'auteur principal du faux Henry.

Au sujet des mobiles qui ont pu guider du Paty dans ses agissements, je suis obligé de me borner à des hypothèses qui me paraissent cependant être très près de la vérité.

Du Paty est un garçon orgueilleux, vaniteux même, dont la vanité est encore accrue par des succès de carrière ; il a toujours été, au dire de ceux qui le connaissent, à l'affût de toutes les circonstances susceptibles de le mettre en lumière ; il était en même temps d'un caractère souple, d'un esprit insinuant, sachant se faire bien venir de ses chefs,

ce que nous appelons, en argot militaire, un « timiste ».

Il était au mieux avec le général de Boisdreffe, et lorsque l'affaire Dreyfus se produisit, c'est lui qui poussa à l'arrestation et qui se fit désigner comme officier de police judiciaire.

Lorsque Dreyfus fut arrêté dans le bureau du général de Boisdreffe, M. Cochefert, présent à l'arrestation, dit au général :

— Laissez-le moi un temps que je ne puis fixer ; mais d'ici une ou deux heures, je saurai ce qu'il a dans le ventre.

Du Paty se récria, fit remarquer que l'affaire était purement militaire ; il craignait évidemment que l'honneur de l'armée lui échappât, et il imagina, séance tenante, la scène de la dictée, espérant obtenir par ce moyen les aveux de Dreyfus.

Plus tard, quand le procès de 1894 fut attaqué dans la presse, du Paty de Clam se crut visé personnellement. Ce n'était pas un procès ordinaire qu'on attaquait, c'était son œuvre à lui, du Paty, et il se mit à vouloir défendre cette œuvre par des moyens personnels que lui suggérèrent son imagination.

C'est ainsi qu'il fit les articles de l'*Eclair* des 10 et 15 septembre en réponse à un article du *Figaro* du 5 septembre : cet article du *Figaro* était conçu dans un esprit bienveillant pour le condamné, et l'auteur, tout en affirmant la culpabilité de Dreyfus, cherchait visiblement à apaiser l'opinion sur son compte.

D'autre part, le protagoniste de la révision du procès Dreyfus était Picquart, l'ennemi personnel de du Paty. En luttant d'abord contre la révision, du Paty défendait d'abord son œuvre à lui, tout en attaquant Picquart.

Du Paty était au courant de tout ce qui s'était fait au service des renseignements.

Il savait la surveillance exercée contre Esterhazy et le but auquel tendait cette surveillance.

Il connaissait l'histoire du *petit bleu*, et c'est même à partir de ce moment qu'on le vit fréquenter Henry, l'introduire peu à peu dans son intimité.

C'est sans doute pour répondre au *petit bleu* qu'il poussa Henry non pas à faire son faux (car je crois que c'est du Paty qui l'a fait), mais à le présenter au général Goussier, en même temps que lui-même, du Paty, faisait des articles dans la presse et déposait à la poste la lettre signée « Weyler ».

Plus tard, au cours de l'affaire Esterhazy, du Paty a protégé personnellement le commandant Esterhazy, et il a employé à cet effet des moyens tour à tour odieux ou grotesques, qui lui étaient inspirés par son imagination malade et par sa haine de Picquart.

Pour n'en citer qu'un exemple, du Paty a connaissance de deux télégrammes compromettants adressés à Picquart en Tunisie vers le 5 ou le 6 novembre 1897 ; il en a connaissance parce que les minutes ont été communiquées à la guerre par le ministère de l'Intérieur.

L'un de ces télégrammes porte :

« Il faut qu'il lui renvoie immédiatement les lettres de Berthe. »

Le deuxième télégramme est ainsi conçu :

« Écrivez désormais avenue de la Grande-Armée. »

Et en effet le bureau des renseignements a fait immédiatement saisir des lettres venant de Suisse ou de Tunisie, et, parmi ces lettres, on en trouve deux adressées poste restante, émanant de Picquart, rédigées en style convenu, prouvant néanmoins l'existence d'une entente secrète entre les destinataires de la lettre.

Cette lettre arrive trois jours après l'expédition du télégramme.

Adresses désormais vos lettres avenue de la Grande-Armée.

Ayant donc connaissance des deux télégrammes et de la lettre compromettante pour Picquart, du Paty imagina immédiatement de corser l'affaire et d'augmenter les charges qui pourraient être relevées contre Picquart à l'occasion de ces correspondances.

C'est alors que sont déposés les deux télégrammes au sujet desquels Picquart s'est inscrit en faux, et avec raison à mon avis.

Ces télégrammes émanent certainement de du Paty. Ils n'émanent pas des amis de Picquart qui n'auraient pas été assez naïfs pour télégraphier en clair des télégrammes de cette nature, alors surtout qu'ils avaient, avec lui, un moyen de correspondre en style convenu.

Les télégrammes n'émanent donc vraisemblablement que d'un ennemi de Picquart, et quel serait cet ennemi, sinon du Paty ?

Il faut, en effet, que cet ennemi connaisse le *petit bleu*, qu'il soit au courant de ce qui s'est fait au service des renseignements : du Paty répond à ces conditions.

En outre, d'après le témoignage de la télégraphiste qui a reçu le télégramme signé *Speranza*, l'expéditeur était un homme grand, légèrement voûté, portant une grande barbe noire. On a cru voir, dans ce signalement, le sieur Souffrain ; mais je crois que ce dernier a établi, à l'instruction Bertulus, un alibi d'une façon indiscutable.

D'autre part, nous avons qu'au cours de certaines entrevues avec Esterhazy, du Paty s'affublait d'une longue barbe noire, pour dissimuler sa personnalité.

Or, du Paty, affublé de sa barbe noire, correspond absolument au signalement donné par la télégraphiste pour l'expéditeur du télégramme *Speranza*.

En résumé, et pour revenir à la question qui a motivé ces explications, je crois que les mobiles de du Paty ont été, d'une part, la vanité — il souffrait de voir attaquée une œuvre, qu'il considérait comme son œuvre à lui (le procès de 1894) — d'autre part, la haine de Picquart et l'espoir de perdre ce dernier en dévoilant ses agissements et en augmentant encore leur gravité.

**Le président.** — Pourriez-vous nous faire connaître les causes de l'inimitié existant entre Picquart et du Paty ?

**Le capitaine Guignet.** — Je crois, sans avoir pu vérifier le fait, sans en être certain, que du Paty de Clam a appris, dans le cours de l'année 1893, que Picquart aurait fait connaître, quatre ans plus tôt, en 1889, à la famille de Comminges, l'existence de lettres compromettantes écrites à du Paty.

C'est cette trahison de Picquart qui aurait motivé la rupture entre lui et du Paty ; mais, encore une fois, je n'ai à cet égard aucune certitude, je ne puis rien affirmer.

**Le président.** — A quelle époque remontent les relations entre du Paty et Esterhazy ?

**Le capitaine Guignet.** — Les relations remontent à la fin d'octobre 1897.

Antérieurement, lors de la première interpellation Castelin, Esterhazy avait reçu une lettre anonyme pour le prévenir qu'il serait dénoncé, par M. Castelin, comme complice de Dreyfus.

N'ayant jamais vu cette lettre, j'ignore si elle émane de du Paty.

Le 16 octobre 1897, du Paty demande au lieutenant-colonel Henry l'adresse d'Esterhazy, à la campagne ; le lieutenant-colonel Henry, ne trouvant pas cette adresse, charge Gribelin de se la procurer près de l'agent qui surveille Esterhazy.

Gribelin rapporte, en effet, l'adresse, et, le 20 octobre, Esterhazy reçoit la première lettre anonyme le provenant des machinations dirigées contre lui, lettre signée *Esterhazy*.

J'ai lieu de croire que cette lettre émane de du Paty, et que c'est pour l'expédition de cette lettre que du Paty a demandé l'adresse d'Esterhazy à la campagne. Le 22 octobre, la présence d'Esterhazy est signalée à Paris.

Aussitôt prévenu, du Paty s'enferme avec Henry dans le bureau de ce dernier ; puis, Henry fait appeler Gribelin et lui remet, en présence de du Paty, une lettre destinée à Esterhazy.

On charge Gribelin de porter cette lettre à son destinataire, qui doit se trouver, lui dit-on, au Cercle militaire ; et s'il ne s'y trouve pas, on lui dit de la porter au domicile de la fille Pays, 49, rue de Douai.

Gribelin s'acquiesce de sa mission. Néanmoins, ne trouvant pas Esterhazy au Cercle militaire, il lui répugne d'aller chez la fille Pays, et il rentre chez lui.

Mais, le lendemain matin, pris de remords et surmontant ses scrupules, il se rend au 49, rue de Douai, remet la lettre au concierge, en le priant de la monter immédiatement chez le commandant et de rapporter une réponse par « oui » ou par « non ».

Le concierge rapporte une réponse affirmative, que Gribelin transmet au lieutenant-colonel Henry.

Ce dernier apprend alors à Gribelin que la lettre portée par lui avait pour objet de proposer à Esterhazy un rendez-vous pour le jour même, 23 octobre, à six heures du soir, sur l'un des boulevards qui entourent le parc Montsouris.

Henry apprend à Gribelin que c'est du Paty qui ira au rendez-vous, mais que lui, Gribelin, sera adjoint à du Paty, afin d'empêcher ce dernier de trop parler et de faire à Esterhazy des confidences inutiles.

Du Paty et Gribelin se rendirent au rendez-vous à l'heure dite ; le premier s'était affublé d'une barbe noire et le second portait des lunettes bleues.

Le lendemain, 24 octobre, du Paty dit à Gribelin : « Tout va bien. J'ai revu l'homme. »

Et lui expliqua qu'il avait rencontré, d'après lui, Esterhazy sur la place Vintimille, qu'il s'était présenté à lui à visage découvert et lui avait déclaré être l'un de ses interlocuteurs déguisés de la veille.

C'est donc au 16 octobre 1897 qu'on peut faire remonter la première démarche de du Paty, en faveur d'Esterhazy, et au 24 octobre que se placeraient la connaissance directe faite entre Esterhazy et du Paty.

Le lieutenant-colonel Henry, en annonçant à Gribelin l'entrevue projetée, du 23 octobre au soir, au Parc Montsouris, lui dit que cette entrevue était voulue par du Paty, et qu'elle était nécessaire pour prévenir de la part d'Esterhazy un acte désespéré, fuite ou suicide, qui pourrait être interprété comme un aveu de culpabilité.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GUIGNET.

**NOUVELLE DÉPOSITION**

DU CAPITAINE GUIGNET

SÉANCE DU 5 JANVIER 1899

**Le capitaine Guignet.** — On a parlé d'un dossier ultra-secret ou diplomatique.

Sur interpellation : Je déclare à nouveau qu'à ma connaissance il n'existe pas d'autre dossier secret concernant l'affaire Dreyfus que celui que j'ai eu l'honneur d'apporter à la Cour de la part de M. le ministre de la guerre. Je puis, en tout cas, affirmer d'une façon absolue qu'au ministère de la guerre, il n'existe pas d'autres pièces secrètes que celles qui sont passées sous les yeux de la Cour.



de l'état-major de l'armée n'accomplissent pas, dans le corps des troupes d'une arme différente de la leur, le stage réglementaire prescrit par le décret sur le recrutement du service de l'état-major en temps de paix. Seuls de tous les stagiaires de l'état-major, il leur était fait application de cette exception, et le stage réglementaire de trois mois était remplacé pour eux par un court passage dans un corps de troupes d'une arme différente de la leur, à l'occasion et pendant la durée des manœuvres d'automne.

Dans le courant de l'année 1894, en mai, je crois, on se préoccupa de faire rentrer les stagiaires de l'état-major de l'armée dans la loi commune; mais la question n'aboutit pas immédiatement et ce ne fut qu'à l'époque que j'ai indiquée précédemment (le 28 août, je crois, en tous cas, tout à la veille des manœuvres) que les stagiaires furent informés d'une décision les assignant au stage réglementaire de trois mois, fixant la date du commencement de ce stage au 1<sup>er</sup> octobre de l'année courante et les informant qu'ils n'assisteraient pas aux manœuvres.

Cette décision les surprit beaucoup, et je me rappelle avoir entendu dire à l'un d'eux, le capitaine Junck, qui était camarade de stage de Dreyfus, qu'il avait déjà fait sa cantine pour partir aux manœuvres, quand il apprit qu'on maintenait les stagiaires à l'état-major de l'armée. L'auteur du bordereau pouvait donc écrire et penser, fin août 1894, même s'il était stagiaire de deuxième année en 1894: *Je vais partir en manœuvres*. J'ai dit à la Cour qu'en outre de la question relative à la date, je désirais exposer devant elle quelques considérations au sujet de l'importance des documents énumérés au bordereau.

M. Picquart, dans son mémoire, dit qu'un seul de ces documents avait une réelle importance et que l'auteur du bordereau ne manque pas de faire ressortir cette importance pour faire valoir sa marchandise: il s'agit du projet de Manuel de tir.

Ce document avait évidemment de la valeur et de l'importance pour le correspondant de l'auteur du bordereau; mais, en fait, cette importance n'était pas considérable.

Il faut bien remarquer que le projet du Manuel de tir, bien qu'autographié seulement, ne portait pas la mention «*Confidentiel* »: il avait été distribué dans une large mesure aux corps de troupes d'artillerie; on en avait même fourni, sur les champs de tir, les officiers de la réserve et de l'armée territoriale. Or, il est bien certain qu'on n'aurait pas distribué ainsi un document particulièrement secret, et cela, non pas, certes, dans un esprit de défiance à l'égard des officiers de la réserve et de l'armée territoriale, mais parce que le ministre de la guerre ne pourrait pas assumer la responsabilité de remettre et de faire détenir par des personnes échappant à son autorité et à sa direction — et c'est le cas des officiers de réserve lorsqu'ils ont fini leur période — des documents absolument secrets.

Avec les meilleures intentions du monde, ces personnes, en si grand nombre, rentrées dans la vie civile et absorbées par les préoccupations de leur état, peuvent très bien perdre de vue un document secret qui leur avait été confié.

Le fait donc que le projet de Manuel de tir a été distribué dans les conditions que je viens d'indiquer me permet d'affirmer, je crois, que le document n'avait pas une importance considérable au point de vue du secret de la défense nationale.

Le seul intérêt qu'il présentait, et c'est un intérêt qui a sa valeur, était de faire connaître au correspondant de l'auteur du bordereau, un procédé de réglage du tir de l'artillerie qui n'était pas dans le commerce.

Puisque j'en suis sur un projet de Manuel de tir, je crois devoir insister sur ce fait qu'il était relativement facile à un officier de troupe, quelle que fût son arme, d'avoir par devers lui le projet de Manuel de tir.

Si cet officier de troupe était artilleur, il posséderait le Manuel naturellement et normalement; si, au contraire, il n'appartenait pas à l'arme de l'artillerie, il pouvait très bien en demander communication à un artilleur de ses camarades, et ce dernier n'eût certainement fait aucune difficulté pour lui prêter son exemplaire. Ainsi que je l'ai dit, en effet, le document ne portait pas la mention «*Confidentiel* », et de plus, dans toutes les écoles militaires (Saint-Cyr, Saint-Maixent, Saumur), on indique aux officiers les méthodes de réglage employées par l'artillerie.

Or, il est bien évident que si cette méthode vient à être changée ou modifiée, un officier d'artillerie ne fera pas difficulté pour mettre au courant de ces modifications ou changements un officier qui serait sorti des écoles précédemment énumérées, et qui y aurait puisé des données devenues inexactes pour les méthodes de réglage: il me paraît donc difficile d'admettre qu'un officier de troupe ait éprouvé quelque difficulté à se procurer le Manuel de tir.

Est-ce qu'il n'aurait pas éprouvé des difficultés autrement grandes à se procurer les renseignements qui font l'objet des notes énumérées au bordereau?

Il ne pouvait se procurer ces renseignements que dans un milieu très restreint, le milieu de l'état-major de l'armée; et s'il avait réussi à se les procurer dans ce milieu, grâce à la négligence ou à la complicité d'un officier de l'état-major, n'aurait-il pas, pour faire valoir sa marchandise, insisté sur les difficultés qu'il aurait éprouvées à obtenir ces renseignements, alors que le projet de Manuel de tir était à sa portée?

Pour les autres documents énumérés au bordereau et auxquels l'auteur donne le nom générique de *notes*, on a dit qu'en raison même de cette appellation, les documents ne devaient pas avoir grande valeur; mais je dois faire remarquer, à ce sujet, que le mot *notes* est toujours employé, à l'état-major de l'armée, et à l'exclusion de tout autre mot, pour désigner la correspondance émanant des bureaux. On réduit sous cette appellation les questions les plus diverses, quel que soit leur degré d'importance.

Le fait que l'auteur a employé ce terme générique de *notes* n'implique donc pas nécessairement l'idée que les documents étaient sans valeur; il semblerait, au contraire, indiquer, à cause même de l'emploi de ce mot, d'usage courant et exclusif à l'état-major, que l'auteur était bien de la maison.

A propos d'un des documents énumérés au bordereau, la note sur les troupes de couverture, M. Picquart fait observer que, si elle avait été faite par Dreyfus, ce dernier aurait fait parvenir à son correspondant un document beaucoup plus important relatif aux troupes de couverture, document qu'il pouvait avoir à sa disposition, à supposer qu'il fût au 3<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée lorsque le bordereau fut écrit.

Ce document important serait une note sur la constitution des approvisionnement des troupes de couverture.

Je dois déclarer, quant à moi, que j'ignore ce que l'auteur du bordereau a pu envoyer, comme renseignements, à son correspondant. Rien ne prouve qu'il n'y avait pas d'indications sur la constitution des approvisionnements; mais, cette réserve faite, je dois aussi déclarer que l'instruction sur la constitution des approvisionnements des troupes de couverture ne contient pas, à beaucoup près, des renseignements précis et détaillés sur la couverture.

Cette instruction, en effet, uniquement destinée aux services administratifs, se borne à indiquer pour chaque centre d'approvisionnement les quantités de vivres ou de munitions qu'il y a lieu d'entretenir; elle dit par exemple: «*Tant de jours de vivres, pour tant de bataillons, tant de batteries, tant d'escadrons*. »

La lecture de cette instruction ne permet pas de connaître quelles sont les troupes qui seront alimentées par le centre d'approvisionnement; elle ne donne pas non plus l'emplacement de ces troupes, elle fait seulement connaître que, dans un rayon indéterminé autour du centre d'approvisionnement, il y aura tant de troupes à fournir.

Il y a là, au contraire, au 3<sup>e</sup> bureau, un document autrement plus important, relatif à la couverture. Il est connu sous le nom d'«*Instruction pour les troupes de couverture* ».

Cette instruction ne se borne pas, comme la précédente, à donner le chiffre global des unités affectées à la couverture, mais elle donne la décomposition de ces unités par arme, et dans chaque arme, par régiments, bataillons, compagnies, escadrons ou batteries. Chacune de ces unités est désignée d'une façon explicite; on dira par exemple: «*un escadron de tel régiment de chasseurs, un bataillon de tel régiment d'infanterie*. »

En outre, l'instruction indique quel sera le rôle attribué à chaque unité, désigne nominativement quels seront ses emplacements initiaux, sur quelles lignes elle devra placer ses avant-postes, enfin la conduite qu'elle aura à tenir dans telle ou telle éventualité prévue. Cette instruction est certainement autrement importante que l'instruction sur la constitution des approvisionnements de couverture.

J'ai tout lieu de croire que c'est de cette dernière instruction qu'il s'agit dans le bordereau lorsqu'il a dit: «*Je suis parvenu à me procurer les notes de l'auteur du bordereau* ». Il a eu soin de spécifier, en effet: «*Quelques modifications seront apportées par le nouveau plan*. » Ainsi qu'il a déjà été dit à la Cour, la couverture de 1894 a été mise en vigueur le 20 décembre, et le nouveau plan, auquel il est fait allusion dans le bordereau, n'a lui-même été remis en vigueur qu'en mars 1895; or, au moment où a été écrit le bordereau (fin août 1894), le travail relatif à la couverture était terminé au 3<sup>e</sup> bureau, et on prévoyait, à ce moment, que certaines modifications seraient apportées à ce travail, lors de la mise en vigueur du plan, en ce qui concernait précisément la composition, la répartition et les emplacements initiaux des troupes de couverture.

Une note du 3<sup>e</sup> bureau, de la deuxième quinzaine d'août, établit ce fait d'une façon certaine; il serait peut-être utile que la Cour fût mise en possession d'une copie de cette note, qui me paraît expliquer l'expression du bordereau: *Quelques modifications seront apportées par le nouveau plan*.

Au sujet de la discussion du bordereau, je n'ai voulu traiter que la question de date et celle relative à l'importance des documents énumérés. Sans entrer en plus de détails, qui ont d'ailleurs été exposés longuement à la Cour dans les dépositions précédentes, il y a cependant un point que je crois devoir préciser: il a trait à la note du bordereau concernant le canon de 120 court et le frein adapté à cette pièce.

Le canon de 120 court est une pièce de campagne dont l'adoption remonte au 5 décembre 1891. Il n'existait, à cette époque, qu'un modèle d'étude. Le Conseil supérieur de la guerre décida, à la date que je viens d'indiquer, l'adoption du nouveau système d'artillerie de 120, sous le nom de canon de 120 court ou 120 léger, et son affectation aux troupes de campagne.

Sa fabrication commença à partir de cette époque et se poursuivit parallèlement à la continuation des essais, jusque dans le courant de 1894. L'adoption de ce système d'artillerie n'avait pu être décidée qu'après l'invention d'un frein spécial, connu sous le nom de frein hydropneumatique.

Le frein adapté aux pièces d'un calibre supérieur à celui de 90 millimètres était, jusqu'à l'adoption du 120 court, un frein hydraulique dont l'invention est due à l'industrie privée (maison Motgouffier); ce frein a subi diverses modifications de détail, peu importantes, d'ailleurs, il est désigné couramment, par la date de la dernière de ses modifications, sous le nom de *frein modèle 1893*.

Il ne présente absolument rien de secret ni de confidentiel; le secret de sa fabrication n'appartient pas au ministère de la guerre, mais à l'industrie privée, ainsi que je l'ai indiqué.

Le frein hydropneumatique, au contraire, a été inventé et proposé par le service de l'artillerie.

Son agencement est, encore aujourd'hui, tenu absolument secret; c'est ce frein (et ce frein seulement) qui a été adapté au canon de 120 court et qui a permis de procéder à la fabrication et à la mise en service de cette dernière pièce.

J'ai dit que le frein hydropneumatique était, encore aujourd'hui, tenu secret; il y a bien une description du frein qui a paru dans un document imprimé et édité en 1895; ce document porte même un schéma indiquant l'organisation intérieure du frein hydropneumatique, mais le schéma et la description qui l'accompagne donnent seulement le principe sur lequel est basé le frein; ils indiquent que le frein se compose essentiellement de

deux cavités, l'une avant, l'autre arrière, entre lesquelles se meut un piston relié à la pièce; la capacité avant contient un liquide; la capacité arrière ne renferme que de l'air; lorsque la pièce tire, le liquide de la cavité avant est poussé à travers le piston de la cavité arrière où elle comprime l'air qui s'y trouve renfermé; ce passage du liquide ne se fait qu'avec difficulté et sous l'effort du recul.

Lorsque cette dernière force cesse de se faire sentir, l'air comprimé réagit sur le liquide, le repousse de la cavité avant, et ce liquide, par un jeu de transmission, communique son mouvement à la pièce et la remet en batterie. Voilà tout ce qu'apprend l'instruction imprimée.

Reste à savoir maintenant comment sont établis les joints qui renferment les deux cavités du frein; par suite de quelle disposition le liquide qui se trouve dans la cavité avant ne pénètre dans la cavité arrière que par l'effet du recul; comment le liquide est au contraire maintenu dans la cavité avant quels que soient les efforts produits par le frein par l'effet du roulement?

C'est dans ces dispositions, et d'autres de même genre, que consiste le secret du frein hydropneumatique. Il n'est donc établi que c'est seulement au sujet de ce dernier frein qu'il pouvait être intéressant, pour le correspondant de l'auteur du bordereau, d'avoir des renseignements.

Pour le frein modèle 1893, j'ai dit que ce frein était dans le domaine public.

Il serait peut-être utile, si la Cour le juge nécessaire, qu'un technicien pût nous donner des renseignements complémentaires et mettre au point l'exposé que je viens de faire en ce qui concerne le frein hydropneumatique.

Je suis, en effet, absolument incompetent en la matière.

J'arrive à la question du dossier secret. J'ai dit tout à l'heure que, dans mon esprit, ce dossier ne venait qu'en troisième ligne parmi les charges qui me paraissent établir la culpabilité de Dreyfus.

Je n'ai pas voulu dire, par là, que le dossier dit *secret* n'avait qu'une importance relative; mais, alors que les aveux et la discussion technique du bordereau me paraissent fournir une preuve directe de culpabilité, celle-ci ne ressort, au contraire, de l'examen du dossier que par une sorte de déductions et de présomptions concordantes.

J'ignore à quelle époque remonte la constitution du dossier secret. Je sais seulement que, dans le courant de mars 1893, ce dossier, qui existait déjà, fut classé dans un certain ordre par le général Gonse.

Ce dossier cota les pièces, en inscrivant sur chacune d'elles un numéro d'ordre et en paraphant de sa main chaque numéro.

Le général Gonse avait classé les pièces dans l'ordre de leur arrivée au ministère de la guerre, sans distinguer entre elles celles qui pouvaient s'appliquer directement à Dreyfus, ou celles qui n'avaient qu'un intérêt au point de vue de la comparaison des écritures.

Il résultait de cette classification une certaine difficulté pour se reconnaître au milieu d'un si grand nombre de pièces, cette difficulté avait déjà frappé M. Cavaignac, qui avait le dessein de faire procéder à une nouvelle classification.

La nécessité de reconstituer le dossier devint encore plus manifeste après la découverte du faux Henry et de deux autres pièces suspectes. Néanmoins, le travail de reconstitution n'a été fait que tout récemment, par mes soins et sous la direction de M. de Freyenet.

Le dossier a été divisé en trois parties: La première renferme les pièces se rapportant directement à l'affaire Dreyfus;

La deuxième, celles qui n'ont avec les pièces de la première partie qu'un intérêt de rapprochement;

Et enfin, la troisième partie renfermant les pièces fausses ou suspectes.

La première partie du dossier nous montre que, dans le courant de 1893, il y avait des fuites au ministère de la guerre. Nous avons la preuve que des plans directeurs des places fortes parvenaient à une puissance étrangère; j'ignore absolument si ces faits peuvent être attribués en tout ou en partie à Dreyfus, et rien dans le dossier ne permet, je crois, d'affirmer quoi que ce soit à ce sujet.

On sait seulement d'une façon certaine, par une lettre d'un agent d'une puissance étrangère, que les plans dérobés provenaient du ministère de la guerre (pièce n° 18).

Quant à la pièce «*Ce canaille de D...* » (n° 23), rien ne prouve qu'elle désigne Dreyfus, et je serais plutôt de l'avis de Picquart qui estime qu'elle ne peut s'appliquer à lui, étant donné le sans-gêne avec lequel l'auteur de la lettre traite ce D...

Cependant, là où M. Picquart me paraît commettre une erreur, c'est quand, dans son mémoire et à l'occasion de la pièce «*Ce canaille de D...* », il parle des plans directeurs du 1<sup>er</sup> bureau.

Si j'ai bonne mémoire, en effet, M. Picquart semble indiquer:

1<sup>o</sup> Que le 1<sup>er</sup> bureau détient normalement un exemplaire des plans directeurs des places fortes;

2<sup>o</sup> Que douze plans directeurs (quantité indiquée dans la lettre: «*Ce canaille de D...* ») forment un volume considérable et un paquet difficile à dissimuler.

3<sup>o</sup> Que le plan directeur de la place de Nice (celui dont il est question dans la lettre: «*Ce canaille de D...* ») à supposer que ce plan existât au 1<sup>er</sup> bureau, n'eût pu qu'être difficilement dissimulé, attendu que les officiers du bureau ont fréquemment à s'y reporter.

Or, le 1<sup>er</sup> bureau ne possède que d'une façon absolument accidentelle les plans directeurs: les plans directeurs sont édités au service géographique et adressés par ce service à l'Ecole de guerre, à la direction du génie, et à la section technique du génie. Cette dernière section adresse elle-même des exemplaires des plans aux gouverneurs des places fortes, et ceux-ci complètent ces plans par l'indication de certains travaux à exécuter au moment de la mobilisation.

Ces mêmes gouverneurs des places fortes, lors de la mise en vigueur d'un nouveau règlement, établissent ce que nous appelons le journal de mobilisation de la place, et ils adressent ce journal, pour approbation, au 1<sup>er</sup> bureau de l'état-major de l'armée.

Il arrive que certains gouverneurs annexent à leur journal un plan directeur de la place, ce qui permet de rendre plus facile la lecture du texte.

Le journal est envoyé au 1<sup>er</sup> bureau, en double expédition. Une expédition reste

au 1<sup>er</sup> bureau, et, lorsque le gouverneur de la place a cru devoir annexer à son journal un plan directeur, le 1<sup>er</sup> bureau devient, par le fait, détenteur d'un exemplaire du plan. Mais, encore une fois, cette annexion du plan au journal est loin d'être la règle, et en ce qui concerne spécialement le plan de Nice et le journal de cette place, qui existait en 1893 au 1<sup>er</sup> bureau, j'ignore absolument si le plan directeur y était annexé.

Quant au volume que présentent douze feuilles de plans directeurs, il était bien peu considérable. Comme la Cour peut s'en assurer par l'examen de la feuille spécimen mise à sa disposition, douze feuilles assemblées forment un paquet que l'on peut facilement dissimuler, par exemple, dans la poche intérieure d'un pardessus.

Enfin, en ce qui concerne spécialement le plan de Nice, M. Picquart dit que ce plan ne pouvait être que difficilement dissimulé, attendu que les officiers du bureau pouvaient avoir à s'y reporter.

Or, une fois le journal de mobilisation approuvé, si, par hasard, le plan directeur a été annexé au journal, le 1<sup>er</sup> bureau ne peut avoir à se reporter au plan que dans le cas de modification aux ouvrages de défense prévus ou existants.

Le fait peut se présenter en effet, pour les places du Nord-Est; les ouvrages de défense sont fonctions de la puissance destructive de l'artillerie assignée et aussi de l'effectif des troupes appelées à les garnir: si l'un ou l'autre de ces facteurs vient à être modifié, ce qui arrive fréquemment, surtout en ce qui concerne les effectifs, il y a lieu de rectifier le journal de mobilisation, après entente avec le 1<sup>er</sup> bureau, et ce dernier se reportera, naturellement, au plan directeur s'il le possède.

Au contraire, sur notre frontière du Sud-Est, qui est constituée en entier par les Alpes, les conditions de la fortification ne sont toutes différentes: cette fortification ne peut guère être modifiée par la puissance destructive de l'artillerie de l'adversaire qui, nécessairement, à cause de la difficulté des transports, ne consiste qu'en engins de faible calibre, et dont le modèle n'a pas varié depuis environ vingt ans, et ne variera vraisemblablement pas de longtemps.

De même, pour des raisons stratégiques, les effectifs affectés à la défense de cette frontière sont restés sensiblement les mêmes depuis longtemps, et rien ne permet de prévoir qu'on les modifiera. Les deux facteurs dont les variations peuvent amener des modifications dans le journal des places fortes étant absolument stables, il en résulte que le journal une fois approuvé ne reçoit plus de retouches; et on ne voit pas pourquoi les officiers du 1<sup>er</sup> bureau auraient à se reporter au plan directeur, dans le cas où ce plan serait annexé au journal.

Dans tous les cas, les probabilités d'avoir à consulter le plan sont plus grandes pour les plans Nord-Est que pour les plans Sud-Est.

Ceci dit pour les plans directeurs (et encore une fois, je ne puis dire si Dreyfus en a livré ou non), le premier document du dossier secret, dans l'ordre chronologique des pièces qui, jusqu'à présent, constituait des charges contre Dreyfus, est un télégramme adressé à un agent étranger désigné sous le nom de A. et dont la traduction est la suivante: *Les choses, aucun signe de l'état-major général* (n° 22).

La pièce est du 20 décembre 1893. Or, postérieurement à ce télégramme, au commencement de 1894, on reçut une note-mémorandum écrite par l'agent à qui le télégramme était adressé et qui paraît être une réponse. La traduction de cette note-mémorandum est la suivante: *Doute. Preuve. Lettre de service. Situation dangereuse pour moi avec un officier français. Ne pas conduire personnellement de négociations. Apporter ce qu'il a. Absolu. Bureau des renseignements. Aucune relation corps de troupes. Importance seulement du ministère. Déjà quelque part ailleurs*. (Pièce n° 23.)

Il paraît généralement, et il me paraît à moi, encore aujourd'hui, que ces deux pièces 22 et 23 se complètent l'une l'autre et peuvent se commenter ainsi qu'il suit. On a dit à l'agent A que les documents produits par lui ne portent aucun signe prouvant qu'ils sortent de l'état-major, et l'agent A répond que, lui aussi, a éprouvé ou éprouve des doutes.

Il semble bien, cependant, qu'il s'agit d'un officier, et l'agent A ajoute que l'officier, ou lui-même, n'a aucune relation avec les corps de troupes; qu'il n'attache d'importance qu'aux pièces sortant du ministère.

Presque en même temps que la pièce 22, le service des renseignements reçoit une lettre écrite au même agent A par un autre agent étranger B (pièce 26). Ce dernier dit à son ami qu'il va recevoir l'organisation du service militaire des chemins de fer. Je fais simplement remarquer que Dreyfus, au moment où la pièce est arrivée au service des renseignements, venait de quitter le 4<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée, service militaire des chemins de fer, où il avait accompli un stage de six mois (du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1893).

Sur interpellation:

Le capitaine Guignet. — La pièce 26 n'est pas datée par son auteur. Elle porte simplement, à l'encre rouge, de la main d'un officier du service des renseignements, la date d'avril 1894.

Postérieurement encore, le service des renseignements reçoit trente-deux feuilles contenant la copie partielle d'un cours de l'Ecole de guerre sur l'organisation défensive des États (pièce 27) en juillet 1894.

Cette pièce émane de l'entourage de l'agent A; elle est de la main d'une personne qui travaille habituellement près de lui.

Rapprochée du cours professé à l'Ecole de guerre, de 1890 à 1892, et de 1893 à 1894, on constate que la copie est la reproduction littérale des moyens de défense existant autour de Lyon, ou à établir aux environs de cette place au moment de la mobilisation.

Cette partie du cours est la troisième du cours de fortification permanente professé à l'Ecole de guerre.

Or, en même temps que la copie, nous recevons une lettre écrite par l'agent A, et dans laquelle il annonce (pièce 29) l'envoi des deux premières parties de ce cours; il insiste sur le caractère confidentiel du document; il fait remarquer que les officiers étrangers admis à l'Ecole de guerre comme élèves ne sont pas autorisés à suivre le cours; il insiste enfin pour qu'on veuille bien faire auto-

graphier ou imprimer la copie qu'il adresse, et pour qu'on lui adresse deux exemplaires du tirage, en même temps qu'on lui renverra la copie.

Nous n'avons pas retrouvé cette copie des deux premières parties du cours; mais il paraît vraisemblable d'admettre que la copie de la troisième partie, dont nous possédons un fragment, a été faite pour compléter les envois faits précédemment, et que cette partie, après avoir été imprimée ou autographiée, a fait retour à l'agent A dans les conditions indiquées par lui dans la lettre précédente.

Je crois devoir indiquer à ce sujet que, dans la collection des cours de l'Ecole de guerre de Dreyfus, collection qui a été saisie chez lui après son arrestation, et dont il a été dressé un inventaire annexé au dossier, la troisième partie du cours de fortification n'est pas reliée, alors que les autres cours le sont tous. Non seulement cette partie n'est pas reliée, mais elle a été retrouvée dans des cours, incomplète et répartie entre plusieurs paquets.

Sur interpellation:

Le cours dont il est question a été rédigé par le professeur et tiré par ses soins à un certain nombre d'exemplaires correspondant au nombre des élèves français, plus quelques parties prenantes, telles que le général commandant l'Ecole, environ quatre-vingt-dix exemplaires par an.

Cependant, les fuites qui avaient été signalées en 1893 continuaient à l'état-major. Diverses enquêtes avaient été faites et n'avaient fourni aucun résultat, quand, fin mars 1894, un de nos agents reçut une confidence particulièrement grave.

On disait à cet agent que les enquêtes seraient sans résultat tant qu'on se bornerait à surveiller le personnel subalterne du ministère de la guerre. On ajoutait, à titre de renseignements, qu'un agent étranger avait reçu une mission secrète, en Suisse, et qu'il s'y était rendu sans être accrédité auprès du gouvernement de ce pays.

Quelques jours après, le 6 avril, la même personne disait au même agent que cet agent secret, envoyé en Suisse, avait été subitement accrédité, par télégramme, près du gouvernement helvétique. Il en concluait que la puissance pour laquelle cet agent accomplissait sa mission secrète avait été prévenue, et il disait, qu'à son sentiment, l'avis devait venir du 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée, où, par suite, existerait un traître.

Or, il est vrai, en effet, qu'à la suite de la première confidence, le service des renseignements informa le deuxième bureau de la mission secrète confiée en Suisse à un agent étranger, et, dans le 2<sup>e</sup> bureau, le service des renseignements informa également la section dans les attributions de laquelle se trouvaient les relations avec la puissance pour le compte de laquelle devait agir l'agent étranger; à cette section appartenait Dreyfus au moment où la confidence fut faite.

Antérieurement à ces rapports (c'est-à-dire dans les premiers jours de janvier 1894), le service des renseignements avait reçu une lettre écrite par l'agent B à l'agent A, pièce n° 401, et qui semble établir que l'agent A, agent de la puissance pour laquelle agissait le personnage envoyé en Suisse, avait un ami au 2<sup>e</sup> bureau.

Cette lettre est arrivée dans les premiers jours de janvier 1894 mais comme les premiers mots paraissent se rapporter à une question absolument banale (recrutement ou appel), on ne procéda pas immédiatement à la reconstitution de la pièce qui paraissait être sans importance.

On laissa les fragments pour s'occuper de travaux plus ingrats; on ne les reprit qu'en juillet 1894, c'est-à-dire postérieurement aux confidences dont j'ai parlé ci-dessus; et l'on fut frappé à ce moment de l'importance de la lettre qui paraissait confirmer l'exactitude des renseignements donnés.

En effet, l'agent B faisait allusion, dans cette lettre, à une question de recrutement ou d'appel, dont les deux agents s'occupaient simultanément; B dit à A:

«*J'ai écrit encore au colonel Davignon, et c'est pour ça que je vous prie, si vous avez l'occasion de vous occuper de cette question avec votre ami, de le faire particulièrement, en façon que Davignon ne vienne pas à le savoir. Du reste, il répondrait pas, car il faut j'ai mais faire voir qu'un agent s'occupe de l'autre*. »

Le colonel Davignon était, à ce moment, sous-chef du 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée, lequel est l'intermédiaire obligé des demandes que les agents A et B pouvaient avoir à adresser au ministère de la guerre. Dans l'hiver 1893-1894, pendant lequel dut être écrite la lettre dont il est question ici (pièce 40), le chef du bureau, colonel de Sancy, fut fréquemment absent pour cause de maladie.

C'est certainement pendant l'une de ces absences que fut écrite la lettre, sinon l'agent B aurait parlé du colonel de Sancy, qu'il connaissait beaucoup, au lieu du colonel Davignon, avec lequel il n'avait aucun rapport direct.

Il est évident que l'agent B met en garde l'agent A contre une indiscrétion possible, dans le cas où A aurait fait demander par son ami le même renseignement que B demande officiellement au sous-chef du 2<sup>e</sup> bureau; il me paraît résulter de cette préoccupation de l'agent B:

1<sup>o</sup> Que l'ami dont il est question est au 2<sup>e</sup> bureau, sous les ordres du colonel Davignon; autrement, on ne comprendrait pas comment le colonel Davignon pourrait apprendre les démarches que ferait l'ami. On saisit très bien, au contraire, la préoccupation de B si l'ami est au 2<sup>e</sup> bureau; il est évident, en effet, que si Davignon apprenait qu'un autre officier s'occupe de trouver un renseignement sur une question aussi spéciale, aussi en dehors des attributions propres au 2<sup>e</sup> bureau, que la question dont s'occupe B, et dont il a parlé officiellement à Davignon, ce dernier en conclurait immédiatement que des relations existent entre B ou quelque autre agent de même ordre, et cet officier;

2<sup>o</sup> Constata-tion qui, à mes yeux, est peut-être plus grave; B et A, d'après le ton de la lettre, ont évidemment l'intention de dissimuler ces relations. Cependant, au vu et au su de tout le monde, ils ont des relations personnelles quelquefois très étroites avec un certain nombre

d'officiers de l'état-major de l'armée. Pourquoi faut-il cacher les relations avec cet ami? C'est que, dans le cas où ces relations seraient connues, il ne serait pas possible de faire croire qu'il s'agit de relations purement mondaines.

M. Picquart a dit dans son mémoire que l'ami en question pouvait être le commandant d'Astrog, chef de section au 2<sup>e</sup> bureau, ou encore le colonel de Sancy, ou encore du Paly de Clam; mais tout le monde connaissait ces relations, tout au moins de A, avec chacun de ces officiers.

Le colonel Davignon n'eût pas trouvé étonnant que A ou B ait demandé à l'un d'eux de former le renseignement, absolument banal, d'ailleurs, dont ils avaient besoin.

Je suppose, au contraire, que cet ami, au lieu d'être l'un des officiers que je viens de nommer, ait été Dreyfus, il est bien certain que Davignon eût été stupéfait de voir Dreyfus s'occuper à trouver un renseignement pour A ou pour B, car il savait bien que Dreyfus n'avait pas et ne pouvait pas avoir de relations mondaines ni avec A ni avec B, en raison de sa qualité d'Israélite.

Les pièces que je viens d'énumérer sont celles du dossier qui ont été apportées au service des renseignements avant l'arrestation de Dreyfus.

Au moment où cette arrestation fut rendue publique, se place un incident d'une gravité particulière. Je crois que c'est à cet incident qu'a fait allusion le général Gonse dans sa déposition.

On a rapporté au ministère de la guerre un document émanant de l'agent B et dont on a donné successivement deux versions: une seule de ces deux versions est au dossier (n° 44).

Le texte de la deuxième pourrait être indiqué à la Cour par le général Gonse.

La Cour estimera peut-être qu'il y aurait intérêt à entendre au sujet de ce document, outre le général Gonse, MM. les généraux Billot et Mercier et M. Hanotaux.

Le document original dont



expliquent suffisamment les raisons de ma conclusion première. Je n'ai, vous le savez, aucune prétention à l'infailibilité et je me suis toujours fait un devoir (mon rapport de 1894 en est la meilleure preuve) d'exposer les arguments pour et contre, afin de permettre aux juges de se prononcer en connaissance de cause. Est-il besoin de répéter qu'en aucun cas l'expertise en écriture ne saurait constituer l'unique élément d'une condamnation, et qu'en droit comme en fait, elle n'a jamais été et ne sera jamais qu'un témoignage ?

La clôture de l'enquête et la publication des dépositions concernant la partie graphique de l'affaire me dégageant du silence qu'il m'a fallu garder, j'étais imposé en présence du déclinement des passions contraires, je saisis cette occasion de libérer ma conscience et d'obéir, en vous faisant connaître mon opinion, aux sentiments de loyauté et d'impartialité qui ont été et seront toujours ma règle de conduite.

Je vous prie de faire de ma déclaration l'usage que vous jugerez utile à la cause de la justice et de la vérité, et d'agréer, etc.

Etienne CHARAVAT.

#### Autre lettre :

Paris, 24 avril.

Monsieur le Rédacteur en chef,  
Je vous prie de me céder deux lignes de votre journal pour dire que la déposition de M. Strong en ce qui me concerne n'est pas strictement conforme à la vérité. Je n'ai jamais organisé de rendez-vous à la *Libre Presse* entre lui et le commandant Esterhazy. Je l'ai présenté au commandant un soir, pendant le procès Zola, sur le boulevard Montmartre, parce qu'il m'avait beaucoup prié de le faire et parce qu'il professait une vive sympathie pour mon ami. Je voudrais ajouter que son récit concernant son interview avec Esterhazy le soir du 22 janvier, et le commandant de la Santé, manque aussi complètement de vérité.

Veuillez agréer, monsieur le Rédacteur en chef, l'expression de mes très respectueux hommages.

Robert H. SHEPARD.

## Échos

#### La Température

Les pluies que nous avions prévues sur la Bretagne ont commencé; elles vont s'étendre au Nord-Ouest et Paris ne sera pas épargné, car le baromètre est en baisse sensible sur la ville. La température monte généralement en Europe; sur nos régions elle varie peu. Hier, à Paris, elle était à 19 au-dessus de zéro, à huit heures et ne dépassait pas 18 dans l'après-midi; on notait 18 à Alger. Cependant nous croyons pouvoir prévoir un réchauffement prochain. Dans la soirée le baromètre était à 755mm, après avoir marqué 759mm pendant le jour.

#### Les Courses

A 2 h., Courses à Maisons-Laffitte. — Gagnants de Robert Milton :

Prix du Châtelet : Muté.  
Prix de Capcyron : Rembrandt.  
Prix d'Orsay : Tajan.  
7<sup>e</sup> Prix Biennal de Maisons-Laffitte : Washington.  
Prix Vignemale : Corton.  
Prix Gamin : Cambridge.

#### UNE PRISON PRÉVENTIVE

Il y a eu hier deux mois que Paul Déroulède s'est avisé de porter une main téméraire sur la bride du cheval du général Rogot, en invitant cet officier à ne pas rentrer dans sa caserne, mais à l'accompagner du côté de l'Élysée pour délivrer la France de la République parlementaire, expédier Loubet dans le cinquième dessous et organiser une république plébiscitaire, dont lui, Déroulède, serait le président.

Le général refusa, et comme Déroulède était entré avec lui dans la caserne et ne voulait absolument pas en sortir, on appela le commissaire de police et l'on cofra Déroulède.

Je ne sais pas encore comment on qualifiera cet acte, ni devant quelle juridiction on en poursuivra l'auteur. On a bien annoncé, je crois, que le député de la Charente passerait en Cour d'assises pour infraction à la loi sur la presse. Il paraît que le geste d'arrêter un cheval quand il y a un général dessus est un délit de presse. Le même geste, quand il y a un fiacre derrière le cheval, devient un acte de sauvagerie.

Ne nous étonnons de rien. S'ils avaient voulu le poursuivre pour attentat à la pudeur, ils en étaient les maîtres. Les gens de justice font ce qu'ils veulent, n'est-il pas vrai ?

Jamais tentative ne fut plus enfantine. Il faut avoir dans le cerveau des illuminations spéciales pour s'imaginer qu'en allant cueillir un brigadier à la caserne de Reuilly on peut accomplir, avant dîner, ce qui coûte tant de soins, de peine et de préparation au général Bonaparte et au prince Louis-Napoléon.

Je crois bien que Déroulède est allé chercher dans la caserne un refuge contre le ridicule. Il avait depuis quelques jours surchauffé ses hommes. Il leur avait montré la Terre promise. Il avait embrassé François Coppée. Ces diverses circonstances l'obligeaient à ne pas rentrer chez lui sans avoir accompli un acte.

Mais si cet acte a été puéril, au moins il n'a pas été dissimulé. Il a été perpétré au grand jour, devant une foule, et non seulement avoué, mais amplifié par ses auteurs.

C'est pourquoi l'on ne s'explique guère que Déroulède soit maintenant en prison préventive depuis soixante jours. Il est excusable de garder un inculpé tout le temps nécessaire à l'instruction et à la découverte des circonstances ignorées qui ont accompagné son crime ou son délit.

Mais quand le crime ou le délit ont été accomplis devant tout le monde; quand ils ne sont pas niés; quand l'auteur est une sorte de *credo*, prolonger la détention est un acte de cruauté et, pour parler familièrement, une de ces menteries que leur irresponsabilité inspire trop souvent aux gens qui nous gouvernent.

Ceux d'entre les Français qui se rattachent au reste du monde civilisé par leur amour inébranlable pour la justice n'examineront pas si Déroulède fait ou non partie de cette fraction implacable du public qui sera bientôt la première à rougir de sa férocité, et de toutes leurs forces ils protesteront contre le traitement barbare, contre les rigueurs inutiles qu'on lui fait subir. — J. GONNELLY.

## A Travers Paris

La Cour de cassation, toutes Chambres réunies, entendra aujourd'hui le général Gonse, puis M. Bertulus et le général Rogot.

Le général Gonse sera uniquement interrogé sur une pièce du dossier secret que MM. Lépine et Freystattler ont visé dans leurs dépositions.

La journée d'hier, fort intéressante et fort importante, a été consacrée à l'audition de M. Lépine, puis du capitaine Freystattler.

La déposition du capitaine Freystattler, relativement brève, a été parfaitement libre et non moins complète.

La question principale a bien porté sur le témoignage du lieutenant-colonel Henry, et le capitaine Freystattler a déclaré à la Cour, comme il n'a cessé de le faire partout où l'occasion s'en est présentée, que c'est ce témoignage qui avait fait sa conviction.

Mais il a pu en même temps « vider son cœur jusqu'au fond », selon l'expression énergique d'un de ses amis. Sans y être invité, il est resté, et sans enlever dans le détail des délibérations secrètes du Conseil de guerre, — il a indiqué d'une manière très nette sa crainte et son trouble d'avoir été associé à une illégalité.

La Cour l'a écouté jusqu'au bout avec une attention bienveillante, et il s'est retiré enchanté de l'accueil reçu.

Le prince Ourousoff est rentré hier soir à Paris, venant de Saint-Petersbourg. Il reprendra aujourd'hui la direction de l'ambassade de Russie qui, pendant son absence, a été gérée par M. Narischkine.

M. Lelianoff, maire de Saint-Petersbourg, et le comte Suzor, ingénieur en chef de la capitale russe, chargés, comme nous l'avons dit, de déposer une couronne sur la tombe du Président Félix Faure, au nom de la ville de Saint-Petersbourg, se rendront aujourd'hui, à trois heures, au Père-Lachaise pour accomplir cette mission.

Un grand nombre de membres de la colonie russe de Paris se proposent d'assister à cette cérémonie. Selon le rite orthodoxe, une *panikida* (prière liturgique) sera dite par le clergé de l'église russe de Paris sur l'emplacement mis à la disposition de M. Lelianoff par le Conseil municipal de Paris.

Le comte Armand Doria, qui eut l'amour de l'art, sans souci de la mode, avait réuni dans sa collection, célèbre au delà de l'Océan, un grand nombre d'œuvres de Corot, prises à toutes les époques de sa vie; c'est ainsi qu'on verra à l'exposition qui aura lieu la semaine prochaine à la Galerie Georges Petit, le 2 et le 3 mai, les morceaux qui datent des voyages du maître en Italie, ainsi que d'admirables figures.

Daumier paraît dans cette collection avec un grand nombre d'œuvres, entre autres le *Wagon de 3<sup>e</sup> classe*, qui fut un des succès de la Centennale de 1889; Delacroix, Tassart, Rousseau, Jongkind, G. Colin sont également représentés par des chefs-d'œuvre. A côté de ces maîtres, le comte Armand Doria, dès l'heure du début, avait compris l'esthétique de l'école impressionniste, et il gardait jalousement les merveilles qu'il possédait de Manet, Degas, Renoir, Pissarro, Sisley, Cézanne, Guillaumin, Vignon, etc.

On va revoir cette année, au Salon de la Société nationale des beaux-arts, le peintre Jean Béraud avec des envois particulièrement intéressants.

Un tableau : *le Cours de M. Le Bargy au Conservatoire*, dans lequel se retrouvent toutes les qualités de facture, de composition et d'esprit de ce peintre si éminemment parisien, piquera vivement la curiosité.

M. Jean Béraud expose en outre deux portraits : celui de sir Campbell Clarke et celui de Mrs Cridler, la femme du sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères américaines.

La charmante Emma Calvé a des idées bien tristes. Elle vient de demander à Denys Puech son tombeau !

Puech a cru d'abord à une plaisanterie macabre. Mais on a insisté, beaucoup, beaucoup. C'était tout à fait sérieux, et il a bien fallu qu'il s'exécutât pour satisfaire ce caprice de jolies femmes.

Donc nous verrons à l'Exposition de 1900 le tombeau d'Emma Calvé : Ophélie, sous les traits de l'aimable artiste, attirée par les fantômes et les voix vers le néant.

Le sujet, malgré son ombre, est bien intéressant à traiter, de tout point.

La nouvelle sonnette du Palais-Bourbon vient d'être installée sur le bureau présidentiel et essayée respectueusement.

Au dernier moment, on a renoncé à utiliser pour cet essai le personnel de service de la Chambre : on a compris qu'il était trop parlementaire pour simuler avec assez de naturel une séance.

La nouvelle sonnette donne la la. Rien de plus correct.

Les sonnettes de réserve, ses doublures — car on a prévu de nouveaux accidents au cours d'énerveux débats, — donnent des *ut* ! Rien de plus franc.

La maison de banque Lehieux, si honorablement connue, vient de célébrer le cinquantième anniversaire de sa fondation dans des conditions qui méritent d'être signalées.

MM. Lehieux avaient convié pour la circonstance, chez Voisin, plusieurs notabilités du monde commercial et financier :

M. Delombre, ministre du commerce; Nicolas, directeur au ministère du commerce; Pallain et Liron d'Airolles, gouverneur et sous-gouverneur de la Banque de France; Legrand et Masson, présidents du Tribunal et de la Chambre de commerce; de Verneuil, syndicat des agents de change; Offroy et Rouart, présidents des Unions syndicales des banquiers de Paris et des départements, etc.

Mais c'est aussi avec leur personnel qu'ils ont voulu fêter les noces d'or de leur Société. Après avoir réparti une somme de vingt mille francs entre tous leurs employés, ils les ont engagés à un déjeuner qui a eu lieu hier; la table ne comptait pas moins de deux cents couverts.

Dans une allocution chaleureuse autant qu'applaudie, M. Ernest Lehieux a retracé le chemin parcouru par la Société pendant ce demi-siècle, rappelant en termes fort touchants les services rendus par les gérants ou employés disparus au milieu de cet incessant labeur.

De leur côté, les principaux collaborateurs avaient tenu à marquer la part qu'ils prenaient à cet anniversaire, et, dans une affectueuse pensée, ils ont offert à M. Ernest Lehieux une artistique reproduction de *la Pensée*, de Chapu.

Une matinée musicale a terminé cette fête de famille.

## Hors Paris

Dans l'Etat de Maryland (Etats-Unis) fonctionne depuis la semaine dernière le premier bureau de poste ambulante automobile.

Ce bureau de poste a la forme d'un omnibus dont un des côtés est muni de guichets, derrière lesquels se tiennent trois employés chargés de toutes les opérations qu'exécute un bureau ordinaire : affranchissement de lettres, colis postaux, chargements, paiements de mandats, etc.

Un employé spécial est chargé de vider les boîtes aux lettres et boîtes aux journaux des localités que parcourt la poste ambulante.

La distance parcourue journellement est de 60 kilomètres.

Il paraît que les premiers essais ont donné d'excellents résultats et qu'un bureau de poste ambulante pourra aisément remplacer deux bureaux stationnaires, sans compter l'avantage qui résulte pour le public du fait de ne plus avoir à se dérouter.

## Nouvelles à la Main

Un Jardin des Plantes.

Un bon bourgeois essaye en vain, faute de connaître la formule consacrée, d'inciter un ours à se dresser sur son arrière-train.

Alors Gavroche, très poliment : — Si messieu a besoin d'un interprète ?

Un député en vacances fait un brin de conversation avec un paysan.

Celui-ci se plaint de la dureté du travail des champs pour un maigre profit.

A quoi le législateur riposte en lui affirmant que le labeur parlementaire est plus pénible qu'on ne croit.

Possible, dit l'homme; mais vous, vous ne craignez point la grêle !

Le Masque de Fer.

## Grains de bon sens

Vous êtes-vous jamais demandé, comme le héros de Dostoïewsky : Si, « par hasard, il me prenait envie de tuer quelqu'un, comment m'y prendrais-je pour qu'il ne restât pas du crime une seule trace qui révélerait le criminel ? »

Oh ! mon Dieu ! on peut se poser de ces questions-là sans avoir la moindre idée de commettre un meurtre. C'est un jeu de l'esprit, un amusement tout plat, rien de plus.

Le poignard, le couteau, le revolver, laissent toujours des indices après eux. Le poison n'est pas plus sûr. Les Locustes ni les Brinvilliers ne sont plus possibles aujourd'hui. Les médecins légistes découvriront dans un cadavre enfoui depuis deux mois sous terre le plus subtil des poisons : le poison des Borgia !

On est bien embarrassé quand on cherche une forme nouvelle d'assassinat. Je me souviens qu'Henri Murger était tout glorieux d'en avoir trouvé une. Pour un peu, il aurait demandé un brevet d'invention. C'était dans un roman qui avait pour titre : *le Sabot rouge*. Un paysan avait intérêt à se débarrasser de sa femme, qui était au lit, malade. Il posait des mouches sur de la viande en putréfaction. Elles s'y chargeaient de venin. Il les cueillait avec précaution, les enfermait dans une boîte et, la nuit venue, il les lâchait sournoisement dans la chambre de la malade. Trois jours après, elle mourait du charbon.

Alphonse Karr en a imaginé une, qui est bien piquante.

Un mari a surpris les relations qu'un de ses amis entretenait avec sa femme, aux bains de mer. Il ne dit rien, mais un soir, sous prétexte de promenade sur la grève de l'Océan, il l'amène tout en causant, à mer basse, sur un rocher où tous deux s'assèrent. La conversation continuait. Elle est si intéressante que l'ami ne s'aperçoit pas que la mer monte. Elle entre bientôt le rocher. La nuit est tombée.

— Diantre ! dit le mari, il ne sera pas aisé de se tirer de là ! Nages-tu ?

— Tu sais bien que non... — Alors, mon ami, bien le bonsoir.

Et il se jette à l'eau. Car il nage comme un poisson.

Le lendemain, on retrouve sur la plage le cadavre du malheureux amant qui a été submergé par la marée montante.

Il est vrai que ces façons d'assassiner ne sont pas à la portée de tout le monde. Hier, je lisais le dernier numéro de la revue d'Emile Gautier, *la Science pour tous*. M. Lucien Bertin, dans un article qui a pour titre : *les Empoisonnements*, parle, non sans quelque inquiétude, d'un nouveau mode d'empoisonnement qui pourrait être pratiqué sans ombre de danger pour l'empoisonneur.

Je me rappelle qu'il y a trois ou quatre ans, quand j'allai visiter avec Brissot l'Institut Pasteur, notre docteur et aimable collègue le docteur Roux nous montra une foule innombrable de fioles étiquetées où sont enfermés et cultivés, dans des bouillons spéciaux, les redoutables microbes qui, absorbés d'une façon quelconque par le corps humain, y développent les maladies infectieuses : le croup, le choléra, la typhoïde, le cancer et tant d'autres !

— Il y aurait là, nous dit-il, de quoi empoisonner Paris tout entier.

M. Lucien Bertin s'est emparé de cette donnée :

« Il serait aisé, dit-il en substance, d'inculquer à n'importe qui une maladie mortelle, par une simple piquette, en riant, sans avoir l'air de le faire exprès. Les femmes s'acquitteraient excellentement de cette besogne. Un ongle effilé soigneusement, et trempé dans un bouillon de culture, serait un merveilleux outil de meurtre. Aux yeux d'amour, l'égratignure est facile. Ce serait un moyen élégant et

commode de supprimer un mari gênant, un procédé d'assassinat scientifique et vraiment très « smart ». Avec le coup du microbe, pas d'escalandre, pas de bruit, pas de sang; impunité garantie, aucun être humain n'étant à l'abri du choléra ou de la fièvre typhoïde.

Brr ! Ça vous fait froid dans le dos, quand on lit ces choses-là. Par bonheur, les bouillons de culture ne courent pas les rues, et l'on n'en vend pas chez les pharmaciens.

Et puis, le moyen ne laisserait pas que d'être périlleux pour qui voudrait l'employer. La dame à l'ongle effilé n'aurait qu'à s'égratigner elle-même, sans le faire exprès !

Mais j'y pense : ce serait un ingénieux revirement pour le quatrième acte d'un mélodrame à la d'Ennery !

Francisque SARCEY.

## LA JOURNÉE

Mardi 25 avril

Sports : Courses à Maisons-Laffitte (2 h.) — Grande partie d'échecs par le télégraphe entre les Universités anglaises (Oxford et Cambridge) et les Universités américaines (Harvard et Columbia).

Au Palais : Les lignes antisémitiques et plébiscitaires devant la 9<sup>e</sup> Chambre. — L'affaire Déroulède-Habert devant la Chambre des mises en accusation. — Suite des dépositions et confrontations devant la Cour de cassation.

A Vincennes : Exercice de combat d'unités encadrées, à partir de 5 h. 1/2 du matin, par les troupes du secteur de l'Est et le camp retranché de Paris; après l'exercice, revue.

Les taxes : Sont exécutoires à partir d'hier les rôles des taxes sur les abonnés des Cercles, Sociétés et lieux de réunion, sur les chiens, les voitures, chevaux, automobiles, vélocipèdes (les plaintes sont reçues dans les mairies jusqu'à 25 juillet prochain).

Inaugurations : Buste de Racine à Port-Royal-des-Champs. — Port et Musée de Sousse, en Tunisie. — Pose de la première pierre du Musée océanographique à Monaco.

Conférences : M. Clément Delhorbe, sous-secrétaire de la Colonie, et la présidence de M. Chailley-Bert : la Colonisation à Madagascar en 1899 (8 h. 1/2, avenue de l'Observatoire, 2).

Dans les églises : Commencement des fêtes de l'Adoration à Saint-Séverin (8 h. du soir). — Mariage de M. de Fontaines avec Mlle Vind (Saint-Pierre du Roule).

La charité : Le bal au profit de l'orphelinat des Arts (8 h., Trocadéro) et soirée au profit du Cercle catholique ouvrier du Gros-Cail (8 h., boulevard Saint-Germain, 184).

Assemblée de la Société de tempérance de la Croix-Bleue (8 h. 1/4 du soir, église de la rue Roquépine).

## Le Monde et la Ville

#### SALONS

M. et Mme Delcassé donneront ce soir un grand dîner en l'honneur de M. Lelianoff, maire de Saint-Petersbourg. Y assisteront : le comte de Suzor, membre du Conseil municipal de Saint-Petersbourg, qui a construit, comme architecte, l'hôtel français de cette ville; M. Dapuy, président du Conseil des ministres; le prince et la princesse Ourousoff, tous les membres de l'ambassade de Russie avec leurs femmes, le vice-président du Conseil municipal de Paris, les directeurs du ministère des affaires étrangères, et le personnel du protocole et du cabinet du ministre, etc.

— Demain, le Conseil municipal donnera un déjeuner en l'honneur de M. Lelianoff.

— Ravissant cotillon, avant-hier, chez Mme Edgard Stern, pour des enfants de huit à douze ans. Parmi les charmants petits danseurs : MM. et Mlles de Ganay, de Gabrielle, de Mm. Las Cases, de Morisy, de Divonne, de Gontaut-Biron, de Gumburg, de Dezobry, de Sarthe, de Bailleul, de Lussac, de Foullet, de Bernaux-Compans, de Bressy, de Breteuil, de Grouchy, de Cernay, d'Ally, d'Etienne, de Lamoignon, de Maillet, etc.

— Réception intime, avant-hier, chez le comte et la comtesse Paul d'Ornano, dans leurs salons de la rue Pierre-Charron. Très applaudis Mlle Wanda de Stajewska, dans *Nymphes et Sylvains*, valse de H. B. Bismarck; M. Paul Seguy, dans l'air du *Roi de Lorraine*, de Massenet; M. Georges Balha, et M. B..., dans ses œuvres. Dans l'élégante assistance :

Général et Mme Jeannerod, vicomte de Poli, Mme Payen, comte Yvon de La Jaille, M. José Frappa, M. de La Saigne du Boucheron, baron de Béraud, M. de Lamoignon, M. de La Soudrie, Mlle Lefèvre des Loges, etc.

— Très jolie soirée, avant-hier, chez M. Marcel Prost, dans l'assistance :

Comtesse Potocka, Mme de Brantes, marquise d'Eyracques, Mmes Madeleine Lemaire, Emile Strauss, Armand de Caillavet, Cahen d'Anvers, Bailly, et les notabilités du monde scientifique, littéraire et artistique.

On a fait un grand succès à Mlle Laparcerie, qui a dit à ravir des poésies de la comtesse Mathieu de Noailles et de M. Anatole France, en l'honneur desquels cette réception était donnée.

— Charmante soirée, chez Mme Alexandrine Carnier, dans ses salons du boulevard Malesherbes. Sur un ravissant petit théâtre fort bien aménagé, Mme Jouet et Mlle Elichon ont fait de fort beaux rôles, et d'abord *Joué l'Étincelle*, de Paillon; puis, Mlle Faury et M. Jean Bataille se sont fait applaudir dans une *Revue de la Chanson*. Dans l'intermède musical, on a très applaudi M. et Mme Clamart.

— Très réussie, la matinée d'avant-hier chez Mme Albert des Loges, dans ses salons de l'avenue Kleber, où l'on a applaudi tour à tour : Mme Ratisbonne, Mme Runkel, la comtesse Villain, Mlle M. Hérouard, de Rostang. On a acclamé les *Poèmes d'amour* de Brahms, chantés par Mlle Clotilde Lucioni, Mlle Marguerite Dietrich, MM. Fernand Lecomte et Jacques Soutreau.

Le programme a été clos par des monologues du baron du Patys et une saynète de M. Henry de Brissac, *Madame et Monsieur*, jouée à merveille par Mlle Rose Syma et le marquis de La Soudrie.

Jeu prochain, matinée musicale chez Mme Kirieffsky, pour l'audition des élèves de Mlle Kirieffsky. On terminera par une saynète inédite, jouée par Mlle Alizani.

— Cotillon tout intime, avant-hier, chez la baronne La Caze, dans son hôtel de la rue Copernic. Aucune invitation écrite n'avait été envoyée.

#### RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— La princesse Amélie de Furstenberg, descendue depuis un mois, dans le plus strict incognito, à l'hôtel Villamont, a quitté Paris pour retourner à Bade.

— Le duc et la duchesse de Marlborough, arrivés à Paris, sont descendus à l'hôtel Bristol.

— Matinée musicale, dimanche dernier, chez M. Paul Bruneau, dans un programme d'un ecclésiastique et d'un goguenard, à fait applaudir une Marche d'une facture très élégante, brillamment interprétée par quatre de ses élèves.

— Mme Loubet, arrivée hier matin à Marseille, est descendue chez son gendre et fils, M. et Mme Soubeiran de Saint-Prix, avec lesquels elle restera toute une semaine.

#### CERCLES

— La Société artistique des amateurs a visité hier le musée Guimet, où M. Guimet a

fait, devant une nombreuse et élégante assistance, une conférence très documentée et très intéressante sur la céramique chinoise et japonaise.

— L'absence du comte Guy de La Roche-foucauld, un des vice-présidents, en remerciement M. Guimet, a rappelé les services rendus à la science et à l'art par l'éminent fondateur et directeur du musée.

— Reçu comme membres permanents au Jockey-Club :

Le comte de Bernis, lieutenant au 1<sup>er</sup> cuirassiers, présenté par le général marquis d'Espouilles et le comte Eugène d'Harcourt; — Le vicomte Dauger, lieutenant au 2<sup>e</sup> hussards, présenté par le comte Karl de Beaumont et le vicomte Jean de Valogre; — Le vicomte de Saint-Seine, lieutenant au 8<sup>e</sup> dragons, présenté par le comte de Saint-Seine et le général marquis d'Espouilles; — M. Jean-Bernard Dutreil, présenté par M. Dutreil et le baron Pierre de Lastours.

#### MARIAGES

— Les notabilités du commerce et de l'industrie assistaient, avant-hier, en l'église de Saint-Mandé, au mariage de M. Albert Grandard, fils et associé de l'industriel parisien, avec Mlle Madeleine Gourdault, la charmante fille du maire de Saint-Mandé.

— A l'abbaye de Cendras (Gard), on a béni le mariage de Mlle Gabrielle Mercier, fille de M. Mercier, consul de France à Damourah (Egypte), avec M. Gabriel Drago, fils de M. Drago, consul de Russie à Toulon.

Les témoins étaient, pour le marié : M. Darbel, consul d'Espagne, et M. Roublin, lieutenant de vaisseau; pour la mariée : M. Jules Caumont, questeur du Sénat, et M. Crochet, banquier à Lyon.

#### DEUIL

— Les obsèques du capitaine de Cheveigné, de son fils, de sa femme née de Salvaing de Boissieu, et de son frère M. François-Gustave de Cheveigné, seront célébrées demain mercredi, à midi, en la basilique de Sainte-Clotilde. On se réunira à l'église.

L'inhumation du capitaine de Cheveigné et de son fils aura lieu au cimetière Montparnasse, dans le caveau de famille. On sait que le corps de Mme de Cheveigné n'a pas encore été retrouvé.

Un service funèbre a été célébré, ces jours derniers, dans la cathédrale de Vannes, sur la demande du général de Benoit, pour ces trois victimes de la catastrophe survenue à Quiberon.

Un autre service a eu lieu à Saint-Pierre de Quiberon, lorsque le corps du capitaine de Cheveigné fut retrouvé.

Cette quadruple mort met en deuil les familles de Salvaing de Boissieu, de Salles, de Rondeville, de Quelen, de Blanprat, Royer-Collard, de Perceville, de Saint-Sauveur-Bougainville, de Chasseloup-Chaillon, de Sainte-Marie, etc.

— Nous apprenons la mort : — De M. Barraud, ancien représentant conservateur à l'Assemblée nationale de 1871, député de 1876 à 1881 et de 1885 à 1889, décédé au château de Tergues, près Saint-Affrique, à l'âge de 80 ans; — De Mme de Bibal, née de La Reynie, décédée à Arcachon, à l'âge de 26 ans; — De M. Ferdinand Giraud, ancien président du Tribunal de commerce d'Amoy (Ardèche), décédé à l'âge de 63 ans; — De M. Kossakits-Typaldou, plusieurs fois député, ancien secrétaire général du



d'une grande montagne surgir dans le brouillard du matin, qui semblerait égarés sous cette masse, et pourtant ils la franchiront pas à pas. Telle nous apparaît l'Afrique future dans l'aurore encore trouble du siècle prochain.

De nouveaux applaudissements éclatent, et alors l'orateur évoque d'une voix forte, qu'un peu d'émotion fait trembler, le souvenir des railleries, des injures que suscita au début cette politique à laquelle, aujourd'hui, tous nos patriotismes se sont ralliés. Mais qu'importent les railleries et les injures à qui a conscience d'incarner, sur une question donnée, les aspirations de tout un peuple, même à l'heure où ce peuple s'ignore lui-même, où les passions politiques lui défendent en quelque sorte de s'éclairer sur les réalités de sa destinée. Ce fut l'honneur de Ferry d'imposer à son pays la connaissance de ces réalités, et M. Millet conclut :

La Tunisie a donné à Jules Ferry la suprême consolation de justifier toutes ses audaces. Elle l'a fait entrer vivant dans la gloire, et sa modestie repoussait peut-être aujourd'hui l'apothéose, mais il nous apparaît certainement d'avoir résumé dans les figures symboliques qui entourent le monument les idées directrices qu'il a léguées à la France et à la Tunisie, qui tiennent en deux mots : colonisation et protectorat.

Après ce discours, des enfants s'avancent et offrent à Mme Jules Ferry une gerbe de fleurs, et la cérémonie s'achève suivant le rite accoutumé : distribution de palmes académiques et de croix du Mérite agricole, fanfares, cantates, défilé des Sociétés et de bandières locales. Pourtant, une surprise nous était réservée encore et ce sera là un des bons et beaux souvenirs de cette journée. Les troupes de la garnison s'étaient, avant la cérémonie, massées sur le port, et les voici qui, au commandement du général Richard, défilent à leur tour devant nous : troupes du génie, zouaves, turcos, chasseurs d'Afrique, tringlons, artilleurs, tous en tenue de campagne, poussiéreux et noirs de soleil ! On les acclame, et une émotion nous saisit quand défilent à leur tour les détachements de lignards, le 1<sup>er</sup> et le 105<sup>e</sup>, les petits troupiers expédiés naguère en renfort à leurs camarades d'Afrique et dont on ne s'attendait pas à retrouver, sous le ciel de Tunisie, les capotes bleues ! Bonne journée et fortifiante parmi tant de tristesses.

Emile Berr.

## A l'Etranger

## NOUVELLES

## ITALIE

## L'ACCORD FRANCO-ANGLAIS

Rome, 24 avril. — L'agitation qu'on a cherché à faire dans l'opinion publique autour de l'accord franco-anglais en Afrique n'a pas eu grande influence sur le Sénat. Inspirant uniquement des véritables intérêts du pays, il a accepté aujourd'hui les franchises déclarations des ministres Pelloux et Canevaro qui ont placé la question de l'interdiction tripolitaine sur son véritable terrain.

Dans leurs discours à l'appui de leurs interpellations, les sénateurs Viteleschi et Camporeale ont laissé voir que le plus grand tort du ministère, pour eux, est de ne pas appartenir à leur parti politique.

On affirme que le ministère de la marine vient d'acheter du gouvernement anglais le croiseur *Diana*, qui devrait partir aussitôt pour les eaux chinoises. — FÉLIX.

Rome, 24 avril. — Aujourd'hui ont commencé à Pizzo de Calabre les fouilles pour retrouver les restes de Joachim Murat, roi de Naples. On espère les découvrir dans les trois semaines tombant de la grande nef de l'église paroissiale qui fut construite avec les deniers du feu roi. Après la catastrophe, le corps fut déposé à cet endroit, destiné à être employé comme fosse commune et où avait déjà été jeté le cadavre d'un mendiant.

Cependant, après que le corps de Murat y fut déposé, la fosse fut scellée définitivement et avec une dalle sans inscription. Toutefois, l'uniforme du Roi et les boutons de métal permettent de reconnaître ses restes.

La comtesse Rasponi, nièce du feu roi, doit arriver ce soir à Pizzo pour assister aux recherches. Si elles aboutissent, comme on l'espère, la comtesse fera transporter ces restes et ceux de Caroline Murat, qui sont à Florence, pour les réunir dans le grand monument que la marquise Letizia Pepoli, fille de Joachim Murat, fit ériger à la chartreuse de Bologne.

La comtesse Rasponi est munie des pouvoirs de tous les Murat, ceux de Paris et d'Italie. Toute la légende touchant la prétendue décapitation du cadavre du roi Murat, à la suite de la découverte de nouveaux documents, est écartée. — FÉLIX.

## ÉTATS-UNIS

## CONTRE L'ALLEMAGNE

## Représentations de l'Allemagne

Washington, 24 avril. — L'ambassadeur d'Allemagne a remis aujourd'hui au secrétaire d'Etat une protestation formelle contre les propos tenus vendredi soir par le capitaine Coghlan.

Le secrétaire d'Etat a répondu que ces propos semblaient avoir été tenus à un dîner dans un club, et qu'en conséquence on ne pouvait pas les considérer comme des propos officiels ou publiés de nature à justifier une action du département d'Etat. Toutefois, le département d'Etat est entièrement compétent pour prendre telle décision que l'affaire semble comporter.

L'ambassadeur d'Allemagne s'est contenté, pour le moment au moins, de cette déclaration, et il attendra sans aucun doute la décision du département de la marine pendant un délai raisonnable.

## Nouvelles démarches de l'ambassadeur allemand

Washington, 24 avril. — L'ambassadeur d'Allemagne s'est présenté de nouveau au département d'Etat pour faire de nouvelles représentations au sujet des propos tenus samedi soir au Club de l'armée et de la marine par le capitaine Coghlan.

Le secrétaire d'Etat a beaucoup regretté le mauvais goût et l'absence de tact du capitaine, et, sans hésitation, il a informé l'ambassadeur qu'il considérait que c'était encore une affaire de discipline navale qui était du ressort du département de la marine, et non celui du département d'Etat.

On disait dans les cercles autorisés qu'à la suite des visites de l'ambassadeur d'Allemagne, il n'y avait aucune raison de croire que l'incident Coghlan engendrerait de graves complications internationales, et aucune raison pour envisager cet incident d'une manière trop sérieuse. Le point principal de ces visites, c'est que d'un côté l'Allemagne s'attend à ce que les Etats-Unis traitent l'affaire Coghlan proportionnellement à la gravité de l'offense, et que d'autre part les Etats-Unis donnent l'assurance que toute juste attente de l'Allemagne à cet égard ne sera pas déçue.

## AMÉRICAINS CONTRE ALLEMANDS

Dans un banquet donné ces jours-ci à New-York, au club de l'Union League, le capitaine Coghlan, du croiseur américain *Raleigh*, s'est livré à d'extraordinaires attaques contre l'Allemagne, en démontrant l'attitude agressive de l'escadre allemande à Manille et en déclarant que l'amiral Dewey avait dû, à différentes reprises, « remettre à sa place » l'amiral allemand. Encouragé par les rires approbateurs des convives, le capitaine s'est mis ensuite à chanter une chanson burlesque sur l'empereur Guillaume, chanson intitulée : *Hoch der Kaiser* !

Cet incident avait soulevé, comme on pense, d'assez vifs commentaires, lorsque, le lendemain, le même capitaine, dans un autre club, celui de l'Armée et de la Marine, a renchérit, pour ainsi dire, sur ses propos de la veille.

Il a déclaré qu'il ne dirait que quelques mots, parce que ceux qu'il avait prononcés avaient provoqué des protestations de la part du gouvernement de Washington, bien qu'ils fussent l'expression exacte de la vérité.

« On nous a embêtés (sic) à Manille, dit-il, mais il y a des embêtements qu'on ne peut pas supporter. L'amiral Dewey a fini par mettre un terme aux agissements des Allemands, et leur amiral s'est tenu pour dit. D'ailleurs, nous étions tous prêts à nous faire tuer pour soutenir l'honneur de notre pays, et à ne pas abandonner l'amiral Dewey dans ses légitimes protestations. »

Ces paroles ont été applaudies avec enthousiasme. Le capitaine Coghlan s'apprêtait à aller continuer, dans un autre club, sa propagande contre l'Allemagne, quand il reçut du secrétaire de la marine l'ordre de se rendre immédiatement à son bord et d'y garder les arrêts.

Le gouvernement américain s'efforce d'atténuer l'effet des discours bizarres et intempestifs du bouillant officier du *Raleigh*. Mais, étant donnée la tension actuelle des rapports entre les Etats-Unis et l'Allemagne, cet incident n'est pas sans une certaine gravité.

Maro Landry.

## LE ROI DES VINS BLANCS

Parmi les vins blancs de table que nous avons eu l'occasion de goûter, le meilleur est le vin blanc de France Lextra ; d'un goût exquis, demi-sec, toujours brillant et d'une belle couleur dorée ; c'est bien le roi des vins blancs. Il est livré à partir de 6 bouteilles et ne coûte que : 80 centimes ; le rouge, 70 centimes la bouteille d'un litre verre compris et repris pour 5 centimes, escompte de 3 0/0. La barrique, tous frais payés, 145 fr. ; le rouge 134 fr. Avenue de l'Opéra, 14.

## REVUE DES JOURNAUX

M. Joseph Reinach, revenant, dans le *Sicile*, sur le discours de M. Cavaignac à la Chambre des députés, s'applique à démontrer que la première des deux lettres du colonel de Schwarzkoppen au colonel Panizzardi est un faux.

On sait que ces deux lettres sont relatives toutes deux à une personne dont le nom est désigné par la lettre D et que M. Cavaignac les étaye l'une par l'autre comme ayant été échangées dans un espace de temps très court, mars-avril 1894.

La première, a dit M. Cavaignac, lorsqu'elle est parvenue au service des renseignements, a reçu l'indication suivante : « mars 1894 ».

La seconde porte la date du 16 avril 1894. Cette seconde lettre est la fameuse pièce : « Ce canaille de D... ».

La première est ainsi conçue :

Hier au soir, j'ai fini par faire appeler le médecin qui m'a défendu de sortir. Ne pouvant aller chez vous demain, je vous prie de venir chez moi dans la matinée, car D... m'a écrit beaucoup de choses intéressantes, et il faut partager le travail ayant seulement dix jours de temps.

La lettre datée du 16 avril, écrite à la veille d'un départ du colonel de Schwarzkoppen, apparaît comme la suite de la précédente, celle qui a reçu l'indication mars 1894, et qui annonce ce départ.

Il est déjà assez surprenant, ajoute M. Joseph Reinach, que la première lettre ayant été, selon la version officielle, interceptée, Schwarzkoppen continue, dans la seconde, qui le sera également, à parler à Panizzardi comme si celui-ci avait reçu la première. Ces attaches, surtout l'attaché allemand, paraissent donc à la cantonade.

Mais il est inutile d'échafauder des hypothèses, car voici qui est décisif :

« La lettre, qui a reçu l'indication mars 1894, étaye la seconde, qui est datée du 16 avril 1894. Or, pourquoi la seconde seule a-t-elle été produite dans la chambre du Conseil, au procès Dreyfus ? »

M. Cavaignac a donné lecture des deux lettres à la Chambre des députés.

Pourquoi Merder, pourquoi du Paty, se demandent M. Reinach, n'ont-ils pas fait de même au procès Dreyfus, en décembre 1894 ? Il est certain qu'ils ne l'ont pas fait. Le commentaire de du Paty ne porte que sur quatre pièces : la pièce dite « Davignon », la lettre « Ce canaille de D... », la lettre « Doute ? » Que faire ? Apporter ce qu'il a... Bureau des renseignements », et la lettre relative au voyage de l'attaché militaire en Suisse. Mais la pièce qui a reçu l'indication « mars 1894 », n'y figure pas. Elle est cependant corrobore, aussi bien en 1894 qu'en 1898, dans le rapport de du Paty que dans le discours de M. Cavaignac, la pièce « Ce canaille de D... ».

La raison en est bien simple, conclut M. Reinach : c'est que cette pièce n'existait pas en 1894 au ministère de la guerre. Elle n'y était pas davantage en 1895 et 1896, tant que le colonel Picquart a été à la tête du bureau des renseignements, car celui-ci, en étudiant le dossier secret qu'il s'était fait remettre par Gribelin, à la fin d'août 1896, ne l'y a pas trouvée.

Le fait certain, c'est que la pièce étiquée mars 1894 n'est arrivée au ministère que fin 1896, alors que la pièce qui est datée du 16 avril 1894 y est arrivée avant la fin du mois ou dans les premiers jours de mai ; c'est que celle-ci a été produite en chambre du Conseil au procès Dreyfus, et que celle-là n'y a point paru.

On ne saurait alléguer, sans impudence, que la pièce étiquée mars 1894 a été mise à l'écart par le ministre de la guerre et qu'elle y est arrivée précisément en 1896, après le départ de Picquart, au moment où la valeur du verdict de 1894 était en cause, pour étayer la pièce « Ce canaille de D... ».

Celle pièce est donc un faux.

M. Gachet, président du Comité Henri Brisson, a adressé à la Cour de cassation la lettre suivante :

Paris, le 21 avril 1899.

A Monsieur Mazeau, premier président de la Cour de cassation.

Je pense qu'il est de mon devoir, au moment où tout Français doit apporter à la justice ce qu'il croit pouvoir aider à la manifestation de la vérité, de vous informer que je suis de source absolument certaine que :

En 1897, un haut fonctionnaire de l'administration pénitentiaire à la Guyane, en faisant le classement des documents concernant le condamné Dreyfus, trouva dans ce dossier une pièce tellement importante qu'il crut devoir l'en retirer, la mettre en lieu sûr et aviser immédiatement le département, par dépêche, de ce qu'il venait de découvrir. Il demandait à être déchargé de la responsabilité de la garde d'un tel document, ajoutant que la pièce avait été certainement envoyée à Cayenne par erreur ; qu'il considérait qu'à cause des changements dans le personnel administratif il pourrait se faire que des indiscrétions eussent lieu.

Le département répondit par dépêche au gouverneur de la Guyane d'avoir à lui retourner immédiatement le document en question par le commissaire du gouvernement (un médecin de la marine) à bord du steamer affrété chargé du transport des condamnés et actuellement en Guyane.

Le gouverneur, en présence de ce fonctionnaire et du directeur de l'administration pénitentiaire, mit le document dans une première boîte qui fut scellée et enfermée à son tour dans une seconde. Un procès-verbal fut rédigé et signé par les personnes présentes.

Le commissaire du gouvernement avait l'ordre du gouverneur de ne remettre son dépôt qu'au ministre des colonies, qui était à cette époque M. Lebon, et de n'en faire ouvert que s'en sa présence, afin qu'il pût en reconnaître le contenu.

Cet ordre fut ponctuellement exécuté. Par conséquent, je ne doute pas de l'importance de cette pièce, car autant de précautions auraient-elles été prises pour un document sans valeur ?

Il sera facile de contrôler ce que j'ai l'honneur de vous faire savoir ; je suis du reste certain que le ministère des colonies livrera ce document à la Cour de cassation dès qu'elle en manifestera le désir.

Je vous prie d'agréer, monsieur le premier président, l'assurance de ma très haute considération et de mon profond respect.

Ch. GACHET.

La Politique coloniale dit à ce sujet :

Cette pièce pourrait être, si nous sommes bien informés, l'état signalétique du déporté et contenant des indications et des appréciations sur le condamné, ses habitudes et les moindres de son crime.

Ces indications et appréciations auraient été formulées par l'officier chargé d'instruire contre Dreyfus, c'est-à-dire M. du Paty de Clam.

M. Gachet, qui est négociant à la Guyane, est membre du Conseil supérieur des colonies.

Le Liseur.

## NOTES D'UN PARISIEN

C'est un fait connu que les plus grosses fortunes se trouvent en Amérique. Cette étonnante république est peuplée de rois, roi des mines, roi des chemins de fer, roi de l'or, roi de l'argent. Mais ce n'est pas seulement dans les affaires qu'on s'enrichit, et il y a aussi des rois et des reines de théâtre dont le sceptre ni la couronne ne sont en carton.

On cite, en ce moment même, trois actrices qui ne risquent vraiment pas de mourir sur la paille. L'une est miss Crabtree, l'autre miss Maggie Mitchell, et la troisième miss Fannie Davenport. Aucune d'elles, évidemment, ne peut encore rivaliser avec les Vanderbilt et les Gould, mais enfin je sais plus d'une de nos étoiles parisiennes à qui leur sort ferait envie. La première a quinze millions de fortune, la seconde en a douze, et la troisième n'en a que quatre, mais c'est la plus jeune, et elle a tout le temps d'arrondir son petit magot.

Ces trois comédiennes ont, paraît-il, beaucoup de talent, et elles sont aussi très jolies, ce qui n'a jamais empêché une femme de s'enrichir. Comment se fait-il qu'en France où le talent ni la beauté ne manquent pas non plus, il n'y ait pas d'exemple, au théâtre, de pareille fortune ? C'est, me direz-vous, que les mœurs des deux peuples ne se ressemblent pas, et qu'on a en Amérique la bourse mieux garnie et la main plus large. Il y a de cela, c'est bien certain, mais il y a aussi une autre différence encore plus sensible. Ces trois artistes américaines sont, paraît-il, des maîtresses femmes qui administrent admirablement leur fortune. Allez donc parler de cela à nos actrices françaises ! Elles pourraient bien gagner de l'argent, mais pour le garder, c'est une autre affaire... E.

## M. Drumont à Alger

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Alger, 24 avril.

MM. Edouard Drumont, député, et Voinot, maire d'Alger, ont été convoqués aujourd'hui au Parquet. Ils ont eu à fournir des explications détaillées sur leur rôle au cours de la manifestation d'hier soir. Dès à présent, il est établi que le commissaire de police fit vainement exécuter les trois sommations d'usage. La quatrième sommation n'obtint pas plus de résultat. C'est alors que M. Voinot s'écria, en se plaçant devant la troupe :

— Vous ne tirerez pas sur le peuple ! A ce moment la quadruple arrestation fut opérée. Le député et le maire d'Alger seront donc poursuivis pour délit d'attroupement et refus de circuler. L'affaire ne paraît pas devoir venir devant le Tribunal correctionnel avant quelques jours.

M. Jean Draut, de la *Libre Parole*, poursuivi pour outrages au gouverneur, a été longuement interrogé aujourd'hui par le juge d'instruction. Enfin M. Lionne, conseiller municipal, pour lequel l'instruction est terminée, passera en correctionnelle demain, à une heure.

MM. Jean Draut et Lionne restent incarcérés. Un communiqué du gouvernement général explique que les mesures prises ont été nécessaires par l'attitude séditieuse des manifestants et par les actes de rébellion auxquels ils ne cessaient de se livrer contre la métropole et ses représentants.

Le gouverneur n'ayant cessé de pratiquer l'apaisement, on serait mal fondé à se plaindre de la fermeté avec laquelle il a été décidé à faire respecter la République et les autorités supérieures.

D'autre part, M. Lutaud, préfet d'Al-

ger, usant du droit que lui confère la loi de 1884, a informé les maires d'Alger, de Mustapha et de Saint-Eugène, qu'il les dessaisissait de la police municipale.

R. Mario-Lefebvre.

## AVIS DIVERS

CHEVEUX BLANCS reprennent nuance primitive, en une seule application, avec la BAMBATRINE inoffensive, nouvelle, de la Parfumerie Ecotique, 35, r. du 4-Septembre, 6 fr., mandat 6 fr. 85. — Indiquer nuance.

IMPRESSANCE, régénération vitale par les *Drôgées des Fakirs*. Env. fco par mandat 8 fr. GRAND, ph<sup>e</sup>, 217, rue Lafayette, Paris.

TEINT FRAIS par l'emploi bienfaisant de la ROSE ORKIDEE, 5 fr., mandat 5 fr. 50, et la POUDRE ORKIDEE, 3 fr., mandat 3 fr. 50. — L'ENTHÉRIE, PARIS.

CONTRE LES MAUX D'ESTOMAC ET LES DIGESTIONS DIFFICILES LIQUEUR NORMALE aux trois ferments (Pepsine, Diastase et Pancreatine). Flacon de 3 fr. 50, 6 fr., 9 francs. PHARMACIE NORMALE 47-49, rue Drouot, et 15-17, rue de Provence.

Il n'est que trop fréquent de voir des jeunes filles, gaies et bien portantes jusqu'au développement de la puberté, devenir pâles, délicates, lymphatiques, au moment de la puberté. Pour seconder la nature, l'adjuvant indiqué c'est le *Morhuol Chapoteaut*, qui représente le principe actif de l'huile de foie de morue débarrassée de sa partie grasse et indigeste.

EN FAISANT repousser, en bruisant vos cils et vos sourcils, la *Sève soufrée* de la Parfumerie Ninon, 31 rue du 4-Septembre, donne à vos yeux, des regards de feu.

## Nouvelles Diverses

## LA CHARITÉ

Nous avons aujourd'hui à recommander de nombreuses infortunes :

Mme Labit, 35, rue Grenier-Saint-Lazare, a perdu, dans le naufrage de la *Bourgogne*, son fils unique et sa petite-fille. Privée du secours de son fils, Mme Labit se trouve dans une profonde détresse.

Mme C. Wolpelsberger, 43, rue de l'Arbre-Sec, vient d'avoir son quinzième enfant. Elle en a dix vivants, dont l'aîné, âgé de seize ans, gagne vingt-cinq francs par mois, un autre de treize ans, un franc par jour. Le père étant infirme, c'est avec ces deux salaires que se nourrit la famille. Le jour de son accouchement, la mère n'avait pas mangé depuis trente-six heures.

Mme veuve Bengue, 21, rue Sainte-Alice, près de l'avenue du Maine, est restée seule, sans ouvrage, avec quatre petits enfants, dont l'aîné a onze ans et le plus jeune cinq. Un secours serait bien utile.

M. et Mme Jacquart, 6, passage Gauthier (rue Bolivar). Le mari est poitrinaire et la femme vient de mettre au monde son troisième enfant. Sans ressources.

La famille Tienlou, 35, rue de Torcy. Cinq enfants, et la mère va en avoir bientôt un sixième. Le père, qui est sourd, ne peut gagner que de faibles journées, en raison de son infirmité. Ce sont des gens très dignes d'intérêt.

Enfin, la famille Itam, 14, rue Gérard. Le père est mort il y a trois mois, la mère, morte également il y a cinq semaines. Il reste une vieille tante infirme et quatre enfants, dont un garçon de dix ans et deux autres de cinq et de deux ans et demi. Sans ressources.

## LE CRIME DE LA RUE MORET

M. le juge d'instruction de Valles, ayant jugé nécessaire de procéder, sur place, à la reconstitution du crime commis ces jours derniers, sur la fille Clémence Richard, a fait conduire, hier, à deux heures, rue Moret, l'auteur de ce crime, Maurice Morlet, dit Fanfan, et son complice Houdret. M<sup>rs</sup> Alphonse Richard et Léon Prieur, avocats choisis par les inculpés, avaient été invités par le juge, à venir assister leurs clients dans cette opération judiciaire.

A peine Morlet eût-il été introduit dans la chambre de sa victime, qu'il parut aux prises avec elle. Clémence, il se mit ensuite à pleurer et c'est d'une voix entrecoupée par des sanglots qu'il retraça, devant les assistants, les diverses phases du drame sanglant qui avait eu pour épilogue la mort de la pauvre fille.

Elle ne voulait plus de moi, a-t-il dit, elle avait refusé de m'épouser et elle ne me donna l'accès de sa chambre que sur ma menace d'en porter plainte. Quand je suis entré, j'avais mon couteau à la main ; j'étais en proie à une rage indicible, et cependant je ne l'aurais peut-être pas frappée, si, avant toute explication, elle ne m'eût jeté un pot à eau à la tête. D'ailleurs, je n'ai qu'un vague souvenir de ce qui s'est passé ; je ne me rends pas un compte bien exact de ce que j'ai fait.

Et comme M. de Valles lui demandait si ce n'était pas lui qui avait fait à Clémence les blessures antérieures au crime qui ont été constatées sur le corps de la victime par le docteur Thoinot, médecin légiste :

— Oh ! non ! s'est écrié Fanfan, ça n'est pas moi. Ce sont des femmes avec lesquelles elle était en relations qui l'ont arrangée ainsi. Elle s'était souvent battue avec elles à coups de couteau.

Quant à Houdret, garçon cuisinier de son état, il s'est défendu de toute complicité dans l'assassinat de Clémence. Il travaille, il a de l'argent déposé à la caisse d'épargne et ce n'est que par intermittence qu'il fréquentait Fanfan. Il l'a accompagné rue Moret sur sa demande, mais il n'a pas excité contre Clémence. Dans tous les cas, il croyait que son camarade se serait contenté de lui flanquer une volée de coups de poing. Il a donc été très surpris quand il l'a vu empoigner la malheureuse à la nuque avec la main gauche et, de la main droite, la frapper de plusieurs coups de couteau.

Pourquoi ne vous êtes-vous pas intéressé à ces blessures, je vous prie ?

— Ah ! dame, vous comprenez, je m'en serais bien gardé. Dans l'état de colère où il était, il m'en aurait fait autant.

A six heures, les deux chéneaux ont été reconduits à la Santé.

## ACCIDENT MORTEL

Un très grave accident est arrivé, hier, à cinq heures du soir, rue des Halles.

Le cheval attelé au fiacre 528, cocher Brisset, s'est subitement emballé. Par suite d'un heurt avec une autre voiture, le fiacre dans lequel se trouvaient M. Dérouche, fabricant d'eau de Seltz, à Saint-Ouen, et sa femme, a été culbuté. La chute a été si violente que Mme Dérouche a eu le crâne fracturé. La pauvre jeune femme, qui n'était âgée que de vingt-deux ans, est morte à la pharmacie où on l'avait transportée.

M. Dérouche et le cocher en ont été quittes pour des blessures qui, bien qu'assez sérieuses, ne mettent pas leur vie en danger.

## MYSTÉRIEUSE AFFAIRE

Des gardiens de la paix ont trouvé, avant-hier, assez avant dans la soirée, un jeune homme étendu au milieu de la rue de la Barre et paraissant ne plus donner signe de vie. Le malheureux avait un bras brisé, et il portait à la tête plusieurs blessures d'où

le sang s'était échappé en assez grande abondance.

Les agents le transportèrent à leur poste, où le docteur qu'on fit appeler donna au blessé des soins qui lui rendirent sa connaissance. Mais c'est en vain qu'on essaya de l'interroger sur ce qui lui était arrivé, il ne pouvait prononcer une seule parole. C'est dans cet état qu'une voiture des Ambulances urbaines l'a emmené à l'hôpital Lariboisière.

M. Dupuis, commissaire de police, cherche à établir l'identité de ce mystérieux blessé, et à savoir dans quelles circonstances il a été mis en un si lamentable état.

Une femme, d'une quarantaine d'années, se présentant l'avant-dernière nuit, vers deux heures, au poste de police de la mairie du dix-huitième arrondissement, et montrant au chef de ce poste son corsage et sa jupe maculés de sang, déclara qu'elle venait porter plainte contre son mari qui avait voulu la tuer.

Elle ajouta qu'elle se nommait Marie Doucet et qu'elle habitait à Saint-Ouen, rue Marcet. Elle avait eu une très violente discussion avec son mari et celui-ci, emporté par la fureur, l'avait frappée de plusieurs coups de couteau.

La blessée a été aussitôt conduite à Lariboisière, et le mari meurtrier a été arrêté chez lui et mis à la disposition du Parquet.

## BRÛLÉE VIVE

Une dame Marie Thévin, âgée de quarante-quatre ans, demeurant rue de Belleville, commit, avant-hier soir, vers dix heures, l'imprudence de verser de l'essence dans sa lampe qu'elle n'avait pas pris soin d'éteindre auparavant. Le dangereux liquide s'enflamma, et les vêtements de Mme Thévin ayant aussitôt pris feu, la pauvre femme se vit, en un instant, envahie par les flammes.

Attirés par ses cris de douleur et d'épouvante, des voisins accoururent et purent, non sans peine, éteindre le feu qui la dévorait. Mais elle était déjà si profondément brûlée qu'elle est morte à l'hôpital Tenon où on s'était empressé de la transporter.

## PARIS LA NUIT

Un garçon charcutier, Marius Viatte, âgé de quarante ans, demeurant rue Jean-Beaussire, était entré avant-hier, vers minuit, dans le débit de vins tenu, dans cette même rue, par M. Martinet. Comme il causait du scandale dans cet établissement, on le mit dehors. Viatte, furieux de cette exclusion, se mit à injurier les passants. Il alla même jusqu'à donner un coup de couteau à M. Pierre Jansseu, qui se trouvait à quelques pas de lui. Le meurtrier prit aussitôt la fuite, mais plusieurs personnes s'élançant à sa poursuite et l'eurent bientôt rejoint.

Si des gardiens de la paix n'étaient intervenus à temps, il aurait été écharpé par la foule qui ne parlait de rien moins que de le pendre à un réverbère. Il a été conduit au poste dans un état néanmoins assez piteux.

Sa victime a dû être transportée à l'hôpital Saint-Antoine.

Jean de Paris.

Mémento. — Un ouvrier couvreur, Edouard Métrier, et sa maîtresse se sont suicidés, hier, dans le logement qu'ils occupent, au numéro rue Alphonse, dans le quartier de Javel.

Porte-bouteilles en fer Barbou, méd. d'or 1889. Art. de cave (Nouv. tarif), 52, r. Montmartre, 1899.

J. de P.

J. de P.

J. de P.

J. de P.

J. de P.

J. de P.

J. de







# Ayuntamiento de Madrid